

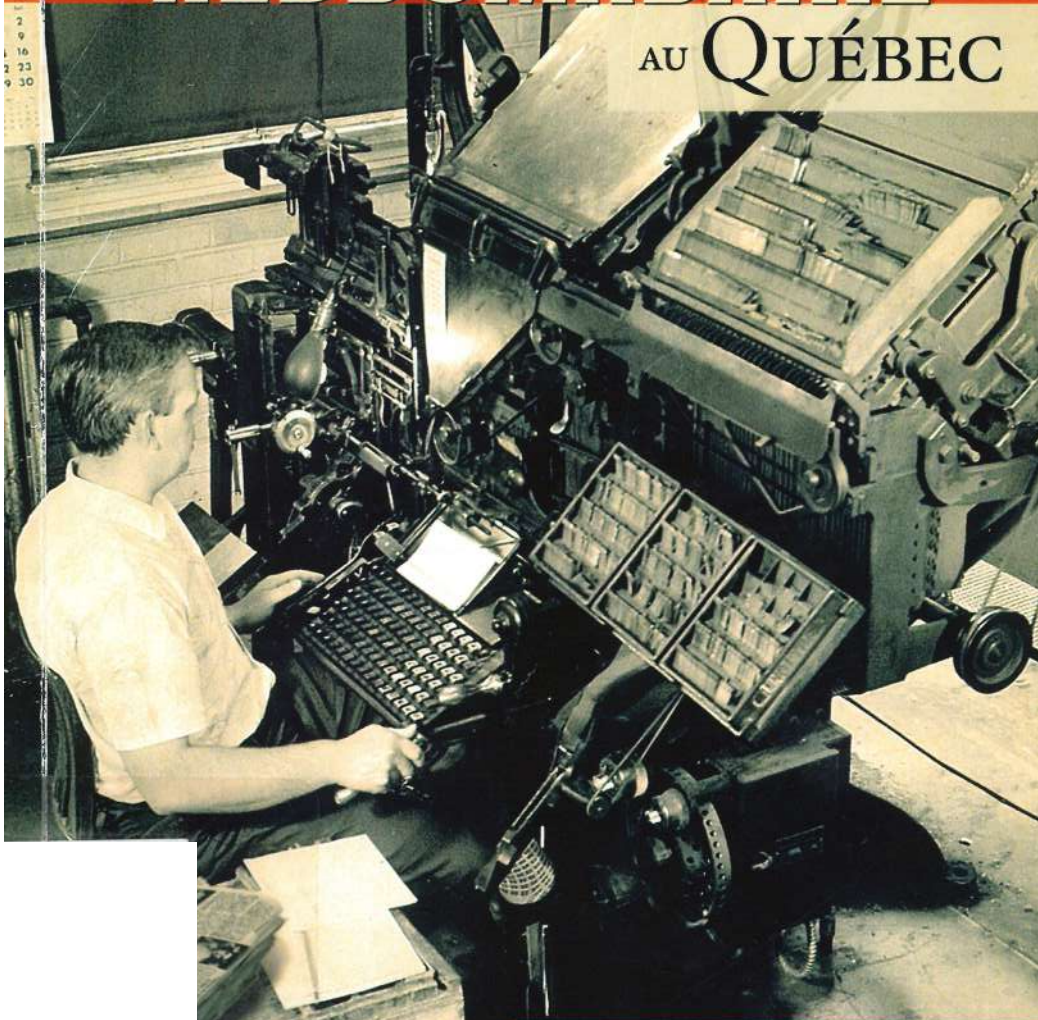
HISTOIRE DE LA

PRESSE

HEBDOMADAIRE

AU QUÉBEC

2
9
16
23
30



**MAURICIE
CENTRE-DU-QUÉBEC**



Le Québec des hebdomadaires régionaux

Pour la première fois dans l'histoire des médias du Québec, les journaux régionaux sont racontés. Une vingtaine de rédacteurs, journalistes ou historiens, issus de toutes les régions du Québec, ont déterré les numéros « prospectus » des archives locales à la recherche des fondateurs et de leurs motivations à créer un journal hebdomadaire. À travers les faits de l'actualité locale, les hebdomadaires régionaux se sont succédé à l'ombre des clochers, mais également sous le soleil du développement économique régional.

L'Association des hebdomadaires régionaux, appelée aujourd'hui Hebdomadaires Québec, rend hommage avec cet ouvrage à tous ses bâtisseurs qui ont évolué avec le Québec.

Nous espérons que ce Québec des hebdomadaires régionaux puisse mieux faire ressortir l'originalité et la nécessité de cette presse d'opinion et d'information dont la pérennité repose sur un profond attachement aux gens des régions.

Jean-Pierre Malo, éditeur émérite,
Coordonnateur du projet

HISTOIRE DE LA
PRESSE
HEBDOMADAIRE
AU QUÉBEC



538, place Saint-Henri
Montréal, Québec
H4C 2R9

Tél. : 514 861-2088
Télec. : 514 861-1966

www.hebdos.com

Hebdos Québec tient à remercier La Fondation - Les Hebdos du Québec inc. pour sa collaboration soutenue à la promotion du travail des éditeurs et des partenaires du milieu de la presse hebdomadaire.

ISBN 978-2-9810569-2-4

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2008

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée dans un système de récupération ou transmise sous aucune forme ou selon aucun moyen, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autre, sans la permission du détenteur des droits.

Conception graphique et couverture du livre : *Tadam Design Graphique*
Impression : *Quadro Couleurs*
Photo de la couverture : *Photothèque, Le Courier de Saint-Hyacinthe*
Révision : *Marie-Paule Villeneuve*

Imprimé au Canada sur du papier recyclé.



RÉGION 4
MAURICIE



Par Jean Blanchette

LA RÉGION EN BREF

Le nom de Mauricie tire son origine de la rivière Saint-Maurice qui débouche sur le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Trois-Rivières, capitale régionale de la région administrative de la Mauricie. La population de cette région est de 260 000 habitants sur un territoire de 35 452 km².

Pays de lacs et de forêts, de vastes concessions de conifères sur les rives du Saint-Maurice ont justifié pendant longtemps l'octroi du titre de Capitale mondiale des pâtes et papier à l'axe Trois-Rivières/Shawinigan/La Tuque. Un autre facteur de développement d'une importance capitale fut la construction d'une des plus grandes centrales hydroélectriques du monde d'alors, celle de la Shawinigan Water and Power, en 1901. Shawinigan est née avec cette centrale.

La région compte six municipalités régionales de comté (MRC). Les principales villes sont Trois-Rivières, avec 126 000 habitants, Shawinigan, 51 000, et La Tuque, 12 000. L'établissement de l'Université du Québec à Trois-Rivières et du Cégep, à la fin des années 1960, a aussi largement contribué à amoindrir les effets du déclin industriel. Enfin, particulièrement à la faveur de Trois-Rivières, l'inauguration du pont Lavoie, en 1967, a eu pour effet d'y soutenir un accroissement commercial remarquable.

LES JOURNAUX À TROIS-RIVIÈRES

Avant 1817, il n'y a pas de journaux édités et imprimés à Trois-Rivières. Cependant, des journaux de Montréal et de Québec sont disponibles aux lecteurs trifluviens désireux de suivre l'actualité nationale et internationale. L'arrivée de journaux locaux au début du XIX^e siècle ne satisfait qu'une assez faible portion de lecteurs habitués aux nouvelles dépassant largement le cadre municipal et régional; la prédominance des journaux locaux prendra des décennies à se matérialiser.

Mais, progressivement, la presse locale y exercera de plus en plus d'influence, surtout après la Deuxième Guerre mondiale. Dans une recherche comparative et parallèle sur deux municipalités de banlieue en Mauricie, l'historien Yannick Gendron accorde un rôle actif aux médias locaux dans le développement municipal. Il écrit : « À l'aide du quotidien *Le Nouvelliste* et de l'hebdomadaire *L'Écho / L'Hebdo du Saint-Maurice*, nous avons pu établir la trame générale des événements de la vie civique en portant une attention particulière aux relations intermunicipales. Les journaux régionaux, plus que tout autre source, permettent une vision globale de la géopolitique régionale qui ne se limite pas aux gestes des conseils municipaux, mais s'étend aux interventions des groupes civiques et aux relations entre l'État et les municipalités. D'ailleurs, on y constate un intérêt grandissant pour la banlieue : à mesure que son profil urbain se précise, la place laissée à l'actualité locale s'accroît. Fait à noter, l'information s'accompagne souvent d'un commentaire éditorial, notamment en ce qui concerne le regroupement municipal. Il faut alors s'interroger sur le choix et le traitement de la nouvelle relative à ce sujet particulier. À cet égard, la presse régionale constitue non seulement une source, mais un acteur. »

Cette influence active de la presse locale constitue une particularité partagée par toutes les municipalités québécoises de notre époque contemporaine. Le rôle des hebdomos, en particulier, ne se limite pas qu'à rapporter les événements ponctuels de leur région; bien souvent, on voit l'hebdo local exercer une pression positive dans l'intérêt pressenti de sa communauté.

Le Journal des Trois-Rivières

Ludger Duvernay avait fondé en 1817 le premier journal de Trois-Rivières, *La Gazette des Trois-Rivières*. George Stobbs, un imprimeur, avait repris ce même nom en 1832 pour créer un hebdomadaire bilingue. Il ferme sa *Gazette* le 21 août 1847, peu après qu'elle soit devenue francophone. Une semaine plus tard, le 29 août 1847, il ressuscite son hebdo, qu'il appelle *Le Journal des Trois-Rivières*. Celui-ci reprend la formule du journal bilingue, résolument de tendance réformiste et d'allégeance nationaliste.

Beaulieu et Hamelin écrivent dans *Les Journaux du Québec* de 1764 à 1964 : « Oui, le nom du propriétaire est changé, mais le propriétaire n'est-il pas encore ce George Stobbs? *La Gazette* était-elle en voie de faillite? Un renouveau s'imposait. Il se produisit. *Le Journal* est un appel à la modération, à la conciliation, à l'union des diverses tendances politiques ayant cours dans le Bas-Canada. Le rédacteur croit que la division en « radicaux ou réformistes » et en « tories ou conservateurs » ne recouvre pas une profonde réalité. Elle constitue plutôt le jeu de ceux qui préservent leurs intérêts. Enfin, on fait appel [la formule n'est pas nouvelle!] aux " principes et aux actes ". Les principes avant les hommes. » *Le Journal des Trois-Rivières* cesse d'être publié au début de 1853.

Le Cultivateur indépendant

Le 6 septembre 1854, Victor-Hyppolyte Pacaud lance *Le Cultivateur indépendant*, une feuille hebdomadaire grand format de quatre pages imprimée par les soins de George Stobbs jusqu'au 11 décembre, puis par Isaac Bourguignon pour quelques numéros avant sa fermeture à la fin du mois. Pacaud, un libéral aux idées réformistes extrêmes, prône dans les pages du *Cultivateur indépendant* des réformes sociales et politiques impensables pour l'époque : suffrage universel, abolition de la dîme et du régime seigneurial et annexion du Bas-Canada aux États-Unis.

Le Bas-Canada

En 1855, Charles-Odilon Doucet et Georges-Isidore Barthe, alors étudiants en droit, s'associent sous la raison sociale Doucet & Cie et fondent *Le Bas-Canada*, dont le premier numéro sort le 3 avril de la même année. Le nationalisme de Barthe trouve dans *Le Bas-Canada* un véhicule de propagande en faveur de l'autonomie française du Bas-Canada (le Québec), de son retour dans le giron de la France, sinon dans l'encouragement d'une forte immigration française en terre francophone du Canada.

Le journal comporte aussi de la publicité au goût de l'époque, plus descriptive qu'illustrée. En plus des idées libérales, *Le Bas-Canada*

présente des nouvelles locales et des textes littéraires sous forme de feuilletons, de poésie et d'extraits de grands textes classiques.

Le journal de petit format est imprimé dans une maison de la rue Notre-Dame qui sera la proie des flammes l'année suivante, quelques semaines après que Barthe se fut retiré de la compagnie. L'incendie de novembre 1856 met un terme à la publication du *Bas-Canada*.

L'Ère nouvelle

Ce journal voit le jour (probablement) en décembre 1852. Quand William-Henry Rowen et Joseph Bureau s'associent dans cette aventure, aucun doute n'est entretenu sur l'orientation réformatrice du journal. De tendance conservatrice à ses débuts, *L'Ère nouvelle* glissera lentement vers le libéralisme, changement d'allégeance qui fait des vagues, surtout que *L'Ère nouvelle* appuyait le candidat tory T.S. Dawson en 1858. La société est dissoute le 29 octobre de la même année et Rowen en demeure l'unique propriétaire.

D'abord imprimé chez Pierre Rowen, rue Notre-Dame, puis, à partir du 1^{er} mai 1859, dans une autre maison de la même rue appartenant à W.-H. Rowen, *L'Ère nouvelle* se présente comme un journal intéressant, bien rédigé et varié dans ses articles. Il traite d'une foule de sujets concernant les besoins de Trois-Rivières, notamment la construction du chemin de fer. L'historien Benjamin Sulte collabore régulièrement au journal, le plus souvent par des articles enthousiastes. Cependant, c'est l'avocat originaire de Yamachiche, Abraham Desaulniers, qui incarne véritablement l'âme du journal; Henri Vallée écrit : « Il devint un des membres des plus distingués du Barreau trifluvien. Il s'occupa activement de politique et fut même élu député provincial du comté de Saint-Maurice. Entre les loisirs que lui laissaient sa profession, la politique et la rédaction de *L'Ère nouvelle*, Desaulniers trouvait encore moyen de collaborer à plusieurs journaux et périodiques. » Il sera plus tard rédacteur à *L'Écho du Saint-Maurice*. Le journal cesse de paraître en 1866.

L'Écho du Saint-Maurice

L'imprimeur George Stobbs, un réformiste, décide d'opposer une lutte farouche à *L'Ère nouvelle*, un journal qui, à ce moment, en 1858, appuie le député ministériel T.S. Dawson, auquel Stobbs est opposé, l'accusant particulièrement de mêler politique et religion. Le journal de Stobbs est bilingue comme ses autres hebdomadaires.

Il s'agit d'une feuille de quatre pages, d'un format de 42 cm sur 27 cm, portant une curieuse devise sous son titre : « Ne cessez point d'arroser, nonobstant l'eau du ciel ». L'abonnement se vend un peu plus de sept shillings par année. Le journal rapporte les prix du marché des denrées, les activités du port de Trois-Rivières, les efforts de colonisation, les nouvelles du rail et publie une correspondance parlementaire.

À cette époque, Trois-Rivières connaît une grande période de prospérité; de nombreuses usines ouvrent et le commerce se porte bien. Stobbs imprime *L'Écho du Saint-Maurice* dans un édifice qu'il possède au 36, rue du Platon. Mais Stobbs connaît encore moins de succès avec *L'Écho* qu'avec *La Gazette* et *Le Journal des Trois-Rivières* et en cesse la publication dès le 21 janvier 1859. Les adieux du journal sont signés A.-L. Desaulniers

La Gazette des Trois-Rivières

Pour la troisième fois en un peu plus de quarante ans, Trois-Rivières voit naître un nouvel hebdomadaire local du nom de *La Gazette des Trois-Rivières*. C'est de nouveau un imprimeur, Calixte Levasseur, qui fonde ce journal. Le premier numéro de cet hebdomadaire du jeudi soir sort de ses presses, situées sur la rue Craig, le 17 avril 1860. Son format est de 38 cm sur 26 cm. Comme tous les autres journaux auparavant, *La Gazette* ne fait que survivre dans un marché restreint où l'habitude d'abonnement n'est pas encore répandue. Un incendie majeur dans le quartier des affaires de la ville emporte tout sur son passage, en 1863. L'imprimerie de *La Gazette* s'envole en fumée et Levasseur décide de ne pas continuer la publication de son journal.

Le National et La Sentinelle

On sait très peu de choses sur ces hebdomadaires : *Le National* est fondé en 1861 par un avocat du nom de J. N. Bureau. Il est de philosophie réformiste, comme beaucoup d'autres à cette époque, et il disparaît en 1864. *La Sentinelle* est lancé le 11 février 1862 par Alfred-Norbert Provencher, un futur rédacteur de *La Minerve*. Il est imprimé chez Calixte Levasseur, alors propriétaire de *La Gazette des Trois-Rivières*, et ne survit que le temps de quelques numéros.

Le Constitutionnel

Les trois frères Normand du Cap-de-la-Madeleine fondent un nouvel hebdomadaire à Trois-Rivières, le 27 juillet 1868, sous le même nom que celui de Ludger Duvernay, 43 ans auparavant : *Le Constitutionnel*. Téléspore-Eusèbe Normand est fort bien connu dans la cité trifluvienne, où il deviendra maire à deux reprises entre 1870 et 1890, puis député de Trois-Rivières jusqu'en 1900. Il est l'un des artisans de la construction du chemin de fer du Nord (Montréal-Québec) et de celui des Piles, et un défenseur de la Constitution de 1867.

À ses débuts, *Le Constitutionnel* loge au deuxième étage d'une maison marchande de la rue Notre-Dame; son impression est confiée aux anciens ateliers de *L'Ère nouvelle*. En 1869, les frères Normand déménagent rue Craig. La vraie renommée du *Constitutionnel* coïncide avec l'arrivée d'Elzéar Gérin-Lajoie, le 11 avril 1870. En 1871, Gérin-Lajoie et T.-E. Normand sont les seuls propriétaires du journal, qui jouit d'une large notoriété et fait partie du cercle restreint des journaux influents du Québec d'alors, grâce surtout au talent de Gérin-Lajoie et à une équipe d'excellents journalistes. Elzéar Gérin-Lajoie a été rédacteur au *Journal de Québec*, à *La Minerve* et, pendant un séjour en France, il a travaillé comme correspondant au *Journal de Paris*. Il exerce sa profession d'avocat à Trois-Rivières tout en s'occupant du *Constitutionnel*. Il sera même élu député du comté de Saint-Maurice.

L'élite trifluvienne voyait en Gérin-Lajoie un leader d'opinion d'esprit fin et de grand talent. Cette notoriété rejaillit sur *Le Constitutionnel*. L'homme sait rallier l'opinion et n'hésite pas à endosser des initiatives louables. En 1871, constatant de nombreuses insuffisances dans les infrastructures de transport de Trois-Rivières, un groupe formé de 11 hommes d'affaires anglophones et de trois francophones s'allient et concluent à la nécessité de créer une Chambre de commerce locale pour faire bouger les choses. Parmi les francophones, on retrouve « ... les deux frères Balcer, des industriels, de même qu'un Canadien français éminent, capable d'influencer le clergé, les décideurs politiques et, pourquoi pas, l'ensemble de l'opinion publique; il s'appelle Elzéar Gérin [...]». *Le Constitutionnel* se fait le porte-parole de ces [...] hommes d'affaires qui ont besoin d'un point de ralliement, d'un endroit où ils puissent se rencontrer sur terrain neutre et discuter entre eux [...]. Dans son édition du 26 avril 1871, le même journal va reproduire le procès-verbal de l'assemblée de fondation de la Chambre de commerce de Trois-Rivières », comme François Roy le racontera dans *Le Nouvelliste* en 2006.

Les articles vifs et bien rédigés de Gérin-Lajoie font le succès du *Constitutionnel*. Le 7 décembre 1874, le journal est vendu à l'avocat Isidore Clair, qui le cède à son tour en février 1880 au notaire Hector Trépanier. Finalement, celui-ci le revend à Bruno-Casimir Duval, en mars 1881. Après le départ d'Elzéar Gérin-Lajoie en 1882, *Le Constitutionnel* perd de son influence et de sa renommée. Le journal publie des annonces et des petites nouvelles sans grand intérêt, des articles repiqués. *Le Constitutionnel* disparaît à la fin de l'année 1884.

La Concorde

Une société est formée le 30 avril 1879 sous le nom de Three-Rivers Printing Co. Cette société lance simultanément deux hebdomadaires, *La Concorde*, journal francophone, et un journal anglophone, *The Loop Line*. La société est remplacée, neuf mois plus tard, par une compagnie détenue par six actionnaires dont Ezéchiel et

Henry Hart. En 1883, la compagnie passe aux mains de l'avocat Hercule Dorion et d'un certain F.-A. Voyer, nouveau rédacteur en chef du journal. Les deux journaux sont imprimés au 36, rue du Platon.

La Concorde se veut un journal libéral modéré de belle facture, et jouit d'une certaine renommée grâce, surtout, à son rédacteur en chef, un notaire érudit du nom d'Ernest Pacaud. Pacaud possède un talent de polémiste fort apprécié, si bien, qu'en 1885, il assumera la direction du journal *L'Électeur*, à Québec, puis du quotidien *Le Soleil* en 1896. Sous sa gouverne, *La Concorde* devient peu à peu l'organe officiel du Parti libéral à Trois-Rivières, alors une petite ville de moins de 10 000 habitants. La prise du pouvoir par les conservateurs annonce la fin prochaine de *La Concorde*, six ans après son lancement en 1885.

La Sentinelle / La Paix

L'organisation libérale trifluvienne ne pouvait laisser toute la place à une publication conservatrice (*Le Journal des Trois-Rivières*). Grâce à l'appui des hautes instances du Parti libéral, les organisateurs libéraux William Chagnon et Louis-Napoléon Langelier forment une société du nom de Chagnon & Cie et fondent, en 1884, *La Sentinelle*, nom emprunté à un hebdo éphémère publié 22 ans plus tôt. Le journal est imprimé au 38, rue Saint-Pierre sur des presses appartenant à Chagnon & Cie.

Les éditeurs rassemblent des rédacteurs libéraux avoués, à la plume virulente et très combative : A.-T. Genest, L.-T. Polette et d'autres rédacteurs dénoncent allègrement l'influence du clergé et son accointement au Parti conservateur. Pour mettre de l'huile sur le feu, *La Sentinelle* entre en conflit avec Mgr Laflèche en donnant son appui à l'érection du nouveau diocèse de Nicolet, auquel l'évêque de Trois-Rivières est farouchement opposé. Cet appui n'empêche pas le journal d'attaquer Mgr Gravel, premier évêque de Nicolet. Les autorités libérales réalisent que l'anticléricalisme de *La Sentinelle* va finir par saper la crédibilité du parti à Trois-Rivières. Un coup de barre énergétique s'impose.

Chagnon & Cie abandonne le nom *La Sentinelle* après quelques mois et le remplace par *La Paix*, geste symbolique signalant sa nouvelle orientation plus modérée. On s'efforce d'y véhiculer des idées un peu plus orthodoxes, bien que l'administration et le personnel n'aient pas changé, ce que ne manquent pas de souligner leurs adversaires toutes les fois que l'occasion se présente. Comme de nombreux autres journaux de cette époque, *La Paix* fermera ses portes en 1887 après la prise du pouvoir du parti adverse, un événement souvent fatal dans la vie d'un journal de cette époque.

L'Indépendance canadienne

Ce journal trifluvien reflète l'une des nombreuses facettes de son fondateur : Georges-Isidore Barthe. Avocat, journaliste, publiciste, écrivain, député conservateur indépendant de Richelieu, maire de Sorel en 1857, premier secrétaire-trésorier de la ville de Trois-Rivières, protonotaire et traducteur officiel à la Chambre des Communes; les cordes ne manquent pas à son arc.

Selon *Le Dictionnaire biographique du Canada*, Georges-Isidore Barthe fonda ou dirigea, seul ou avec d'autres, outre *Le Bas-Canada* en 1856, pas moins de sept journaux : trois à Sorel, entre 1857 et 1879, puis trois autres à Trois-Rivières, entre 1884 et 1896, et un à Montréal. Il fut aussi propriétaire en 1874 du *Courrier de Richelieu*, publié à Sorel, qui appartenait auparavant à son rival politique Michel Mathieu.

Georges-Isidore Barthe fonde, le 30 octobre 1894, *L'Indépendance canadienne*. Journal libéral et nationaliste créé spécifiquement pour véhiculer les idées de son fondateur, l'hebdo prône la création d'une république canadienne et une plus grande autonomie des provinces. Le journal est imprimé au 44, rue du Fleuve. Pour varier le menu, Barthe publie sous forme de feuilleton (du 13 février 1894 au 8 février 1896) son roman *Drames de la vie réelle*, une œuvre relatant des événements de la vie sociale soréloise. Puis, parvenu à la soixantaine, l'un des plus grands défenseurs de la liberté de presse n'a plus le goût de se battre,

préférant raconter ses souvenirs. Il ferme son journal le 18 février 1896. Il mourra à Ottawa le 11 août 1900. À partir du 15 juin 1896, son fils, Jean-Baptiste Meilleur-Barthe, tente brièvement de relancer *L'Indépendance canadienne*, rédigé et imprimé à la résidence de son père, au 20, rue Haut-Boc, jusqu'à sa fermeture avant la fin de l'année.

L'Éclair

Le 26 septembre 1896, un journaliste montréalais, Édouard-Honoré Tellier, tente à son tour l'édition d'un hebdomadaire à Trois-Rivières. Le siège social de *L'Éclair* est situé au 7, rue Alexandre. Tellier confie temporairement l'impression de son journal aux ateliers de *L'Écho de Louiseville*, avec l'intention de le rapatrier à Trois-Rivières aussitôt que ses conditions économiques le permettront.

D'emblée, dès son premier numéro, Tellier annonce sa couleur : rouge! Dans un premier texte élogieux sur le programme politique de Laurier, devenu premier ministre en juin 1896, il ne cache pas son intention de suivre précisément la ligne du Parti libéral, ce qu'il appelle « afficher ses couleurs politiques ». *L'Éclair* s'affiche prétentieusement comme l'organe « officiel » de l'organisation libérale locale. Il reste très peu d'information sur cet hebdo, son passage n'ayant pas marqué la vie médiatique trifluviennne; selon les historiens, il vécut quelques mois ou quelques années, mais pas au-delà de 1900.

Le Nouveau Trois-Rivières / Le Nouveau Journal

Entre 1896 et 1908, plusieurs journaux éphémères se succèdent sans véritablement laisser de traces autres que des mentions dans diverses publications contemporaines. Citons-en quelques-uns : *Le Plébiscite* (1898), *L'Annonneur* (1900) ou encore *L'Ami du peuple* (1901). On sait qu'on doit *Le Plébiscite*, qui apparaît le 6 août 1898, à Jean-Baptiste Meilleur-Barthe, soit peu de temps après la disparition de *L'Indépendance canadienne*.

Deux semaines après le grand incendie de Trois-Rivières (22 juin), J.-B. Meilleur-Barthe fonde *Le Nouveau Trois-Rivières* le 6 juillet 1908. Sa troisième incursion dans le monde des journaux, bien que faite précipitamment, s'annonce de meilleur augure qu'en 1896 et en 1898. Pour sortir son premier numéro en un temps record après l'incendie, Meilleur-Barthe remet en service l'imprimerie paternelle sur la rue Haut-Boc avant de déménager au 93, rue Laviolette (ou peut-être le 4, rue Craig). Quatre ans plus tard, Meilleur-Barthe s'associe avec un typographe, Arthur Gélinas, pour fonder, au 42, rue Saint-Pierre, une toute nouvelle imprimerie : L'Imprimerie commerciale, d'où sortira *Le Nouveau Journal*, jusqu'à sa fermeture en 1917.

Indépendant à tendance libérale, *Le Nouveau Journal* se veut avant tout une publication très régionaliste, sa devise « Soyons avant tout Trifluviens » en fait foi. Meilleur-Barthe entend favoriser la reprise économique de Trois-Rivières et y réussit assez bien. Nombre de ses articles commentent les succès d'initiatives locales, les louables efforts de la Chambre de commerce et la politique « éclairée » libérale. Quand, en 1913 apparaît un nouveau bihebdomadaire conservateur, *Le Courrier*, les lecteurs trifluviens se régalaient aux batailles rédactionnelles féroces que se livrent les deux publications antagonistes.

Avec la concurrence du *Courrier*, et celle du *Bien public*, et surtout la popularité encore présente des grands journaux de Montréal et de Québec, Meilleur-Barthe se voit contraint d'en cesser la publication en 1917.

Le Bien public

Joseph Barnard, un avocat, bénéficiant d'un appui majeur de l'évêque de Trois-Rivières, Mgr Cloutier, lance *Le Bien public* le 9 juillet 1909. Il répond ainsi à une lettre pastorale de l'archevêque de Québec, Mgr Bégin, le 31 mars 1907, qui prônait la création d'un réseau de la « bonne presse ». Vu à juste titre comme l'organe officieux de l'évêché trifluvien, le journal se donne pour mission

la défense des valeurs catholiques ainsi que la promotion du bien moral et matériel des citoyens de Trois-Rivières, sans aucune attache politique apparente ou commerciale. Plus doctrinal que journalistique, plus conservateur que libéral, *Le Bien public* acquiert néanmoins une bonne réputation d'objectivité dans le traitement des questions d'intérêt public, à condition qu'elles soient sans lien direct ou conflictuel avec la foi et la pratique religieuse. Certains articles témoignent du fait qu'antisémitisme et xénophobie étaient choses courantes à l'époque.

D'abord imprimé sur les presses de Vanasse & Lefrançois (27, rue du Platon), *Le Bien public* ne tarde pas à acheter un immeuble sur la rue Hart pour y installer ses propres presses. Après 19 ans à cet endroit, le journal déménage ses installations en 1928 dans un immeuble récent, situé au 466, rue Bonaventure. Joseph Barnard transforme en 1914 son entreprise en société, soit la Compagnie du Bien public. En 1926, il vend son matériel d'imprimerie et l'immeuble de la rue Hart à l'Imprimerie Saint-Joseph, qui se charge dorénavant de l'impression du journal.

Vers 1930, le journal connaît des difficultés financières grandissantes et, en 1933, plutôt que d'éponger les déficits, l'évêché offre gratuitement le journal à Raymond Douville et Clément Marchand, à condition que *Le Bien public* poursuive dans le même esprit catholique. Ce changement n'affecte en rien la qualité du journal, qui continue à se bâtir une solide réputation. Les affaires s'améliorent et les deux associés fondent un nouvel hebdomadaire en Haute-Mauricie, *L'Écho de La Tuque*, en novembre 1937. *Le Bien public* passe au format tabloïd en 1950. En 1959, après sa nomination comme sous-secrétaire de la province de Québec, Raymond Douville quitte *Le Bien public*. Clément Marchand en assure seul la direction jusqu'au 22 décembre 1978, date de parution du dernier numéro du journal. Durant sa dernière année, *Le Bien public* ne paraît plus qu'à toutes les trois semaines.

Le Courrier

Le 18 janvier 1913 apparaît La Compagnie d'imprimerie et de publicité, une nouvelle société au capital action de 20 000 \$ formée de marchands, d'entrepreneurs et d'un médecin désirant se lancer dans l'édition d'un nouveau journal : *Le Courrier*. Ce journal déclare haut et fort que les journalistes ont pour but de donner de la nouvelle, pas de former des opinions! Ainsi, les nombreux rédacteurs qui se sont succédé au *Courrier* se limitent à traiter du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de sports et aussi de politique municipale. Les actionnaires accumulent les pertes dès le début de l'aventure et, en hommes d'affaires réalistes, cessent cette activité après quelques mois seulement. Toutefois, selon Beaulieu et Hamelin, *Le Courrier* aurait été publié jusqu'en 1917, tout en qualifiant à leur tour cette entreprise de fiasco financier.

Le Trifluvien

L'avocat J.-A. Cambray veut ressusciter *Le Nouveau Trois-Rivières* et fonde *Le Trifluvien* au début de 1917. Le journal de tendance libérale ne se démarque pas particulièrement; son tirage plafonne autour de 2500 exemplaires et réussit tant bien que mal à survivre grâce aux divers contrats d'imprimerie de la société mère, La Compagnie d'imprimerie trifluvienne. Puis, le 19 février 1920, J.-H. Fortier, un négociant de Québec, achète toute l'entreprise de J.-A. Cambray, ferme *Le Trifluvien* et le remplace par un tout nouveau quotidien, *Le Nouvelliste*.

Le Flambeau

Les informations concernant cet hebdo sont extrêmement minces. On sait cependant qu'il est sorti des presses le 30 avril 1924, que le *Saint-Maurice-Valley Chronicle* se chargeait de l'impression et que ses fondateurs sont Jean-Marie Bureau, avocat, et Paul Dupuis, publiciste. *Le Flambeau* milite pour le Parti libéral trifluvien et connaît une existence d'environ 18 mois.

La Chronique (de la vallée du Saint-Maurice)

Publiant déjà un hebdo anglophone depuis 1919, le *Saint-Maurice-Valley Chronicle*, les éditeurs de ce journal de la rue du Platon décident, le 12 janvier 1929, d'en sortir une version francophone, *La Chronique*, qui deviendra en 1939 *La Chronique de la vallée du Saint-Maurice*. De tendance conservatrice, ce journal précurseur des journaux modernes adopte déjà le format tabloïd, suivant en cela la nouvelle tendance des journaux américains. Ses articles variés sont relativement courts, traitent de la vie commerciale et industrielle de la ville et accordent une importance grandissante aux sports. *La Chronique* devient populaire auprès des jeunes lecteurs. Malgré cela, la baisse de tirage de 6500 exemplaires en 1940, à 3500, 22 ans plus tard, scelle son sort. *La Chronique* ferme ses portes en 1959.

Le Drapeau et L'Avenir de la Mauricie

Ces titres constituent d'autres exemples de journaux édités à des fins politiques. Lancé en février 1931 par un avocat conservateur du nom de Louis-D. Durand, *Le Drapeau* se donnait comme raison d'être la promotion du gouvernement Bennett à Ottawa. Il cesse de publier en juillet de la même année.

En 1935, l'avocat et député libéral de Champlain au fédéral, Hervé-Edgar Brunelle, lance l'hebdomadaire *L'Avenir de la Mauricie* pour donner une voix aux électeurs libéraux, sans journal depuis la disparition du *Flambeau*, dix ans plus tôt. L'hebdo a dans sa ligne de mire Maurice Duplessis et celui-ci, en retour, lui fait la vie dure. Au décès de Brunelle en 1950, la relève est assurée par le maire de la ville, J.-A. Mongrain, qui cependant sera battu dans Trois-Rivières comme candidat libéral au provincial en 1952 et au fédéral en 1953. *L'Avenir de la Mauricie* ne peut résister à ces défaites ou à la popularité de Duplessis. Il ferme ses portes en 1953 après presque 20 ans de lutte politique partisane. À sa fermeture, il affichait un tirage de 3500 exemplaires.

L'Hebdo journal

Ce journal voit le jour en 1963 lorsque Paul et Waddah Aboud, déjà propriétaires de la station de radio locale CKTR, le lancent comme un hebdo de critique sociale. D'esprit libéral, au sens littéral du terme, en 1964, *L'Hebdo journal* procède à l'acquisition de *Nos droits*, un journal conservateur de Cap-de-la-Madeleine appartenant à Maurice Bellemare, un compagnon de route de feu Maurice Duplessis. En fusionnant les deux journaux, leurs éditeurs tentent de transformer *L'Hebdo journal* en hebdo neutre où la publicité gagne de l'importance. Comme ses nombreux prédécesseurs, le journal vit à peine quelques années. Il disparaît en 1965.

De L'Hebdo de Trois-Rivières à L'Hebdo journal

En 1971, Claude Bérubé fonde l'entreprise de presse Publi-Hebdos, presque simultanément avec la sortie de son nouvel hebdo, *L'Hebdo de Trois-Rivières*. Ses deux journaux couvrent maintenant les trois villes sœurs (Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest et Cap-de-la-Madeleine). Il fonde également deux filiales, Publi-Production, un atelier de montage pour ses journaux, et Publi-Distribution, un service de livraison à domicile pour ses journaux et les encarts commerciaux.

À l'été 1975, nouvelle initiative de l'éditeur : pour être plus au diapason de la réalité du Trois-Rivières métropolitain, Claude Bérubé réunit les deux titres en un seul journal régional, *L'Hebdo Cap-de-la-Madeleine / Trois-Rivières*. Claude Loranger officie à titre d'éditeur du journal qui s'implante remarquablement bien dans son milieu, malgré le malaise de certains Trifluviens qui avalent difficilement le fait que leur hebdo provienne de « l'autre ville », Cap-de-la-Madeleine. Les faits divers et les clins d'œil de Claude Loranger forgent un lectorat fidèle au journal. *L'Hebdo* peut également compter sur un bassin d'annonceurs réguliers important.

En 1981, le groupe de presse Gesca, également propriétaire du quotidien *Le Nouvelliste* (Power Corporation), se porte acquéreur

de Publi-Hebdos et demande à Claude Loranger d'en assurer la gestion. Sous le leadership de René Matton, la salle des nouvelles accueille plus de journalistes et la couverture médiatique se raffine. En décembre 1985, *L'Hebdo Cap-de-la-Madeleine/Trois-Rivières* adopte un nom beaucoup plus court : *L'Hebdo journal*. La facture rajeunie du journal s'adapte aux goûts du jour et on mise sur le nouveau titre pour masquer la sempiternelle rivalité Trois-Rivières – Cap-de-la-Madeleine.

Au fil des ans, *L'Hebdo journal* a mérité de nombreuses reconnaissances aux différents concours d'excellence de l'Association des hebdomadaires du Québec. Le rajeunissement de 1985 porte fruit et, cette année-là, *L'Hebdo journal* se voit décerner le prix toutes catégories comme journal s'étant le plus amélioré. Ce prestigieux prix d'excellence s'ajoute également à une mention d'honneur pour la qualité de sa première page et le premier prix de sa catégorie pour la qualité de sa rédaction.

En janvier 2001, Gesca vend en bloc ses hebdomadaires au Groupe Transcontinental. Le montage de ses hebdomadaires dans la région est confié à Publi-Production et leur distribution à Publi-Sac. Claude Loranger quitte *L'Hebdo journal* en 1998. En 2006, *L'Hebdo journal* tire à 51 000 exemplaires et publie une moyenne de 36 pages de format tabloïd par semaine.

Le Journal métropolitain

À peu près au moment où Claude Bérubé lance *L'Hebdo de Trois-Rivières*, le propriétaire du *Courrier Sud* à Nicolet, Guy Rouleau, s'associe à un ancien collègue de CKTM-TV, Jean-Louis Parent, pour faire concurrence à Publi-Hebdos avec *Le Journal métropolitain*. Le premier numéro, de format tabloïd, tiré à près de 30 000 exemplaires, paraît en avril 1971. Une dizaine de personnes y travaillent; il est imprimé à L'Imprimerie d'Arthabaska et distribué gratuitement dans tout le Trois-Rivières métropolitain. La lutte pour le marché publicitaire est féroce entre *Le Journal métropolitain* et les hebdomadaires de Claude Bérubé. Chacun connaît des gains et des défaites, jusqu'à ce qu'une mésentente entre les

deux associés mette un terme à l'aventure et que *Le Journal métropolitain* cesse prématurément ses opérations en novembre de la même année.

L'Hebdo week-end

Le 2 octobre 1976, encouragé par le succès de Publi-Hebdos, Claude Bérubé tente l'expérience d'un hebdo spécialisé et édite *L'Hebdo week-end*, une publication du samedi comportant 36 pages. Le pari est osé, d'autant plus que ce journal est vendu en kiosque principalement dans les régions de Trois-Rivières et de Shawinigan sous forme de tabloïd. Dans le premier numéro, Claude Bérubé présente ainsi son nouveau-né : « Cependant, *L'Hebdo week-end* spécialisera ses nouvelles à l'activité des citoyens de notre région au cours du week-end. Les différentes formes de loisirs prendront le pas comme les loisirs artistiques, culturels, sportifs ou récréatifs [...]. Les activités sportives auront un choix d'honneur. »

Le journal possède deux adresses, une à Cap-de-la-Madeleine et l'autre à Shawinigan. La direction de l'information et de la production est confiée à Claude Loranger, un amateur de sports reconnu. Malgré des efforts louables, le tirage ne parvient pas à justifier les coûts de production. Le 18 décembre 1976, on avise les lecteurs et les annonceurs que l'équipe de *L'Hebdo week-end* s'accorde un repos bien mérité. Le journal ne reparait pas.

Le Journal des Trois-Rivières

Au moment où les affaires tournent rondement à *L'Hebdo journal*, l'éditeur Claude Loranger tente d'introduire une deuxième édition hebdomadaire. Pour ne pas nuire à *L'Hebdo journal*, publié le mercredi, il lance, le 12 juin 1988, un tabloïd de fin de semaine : *Le Journal des Trois-Rivières*. Dès le lancement, le tirage à distribution gratuite de 48 pages atteint 42 000 exemplaires. Toute la production en est confiée à l'équipe de *L'Hebdo journal*; la présentation du dernier-né est soignée et la page couverture est en quadrichromie. Dans le premier numéro, l'éditeur annonce ses

couleurs : « *Le Journal des Trois-Rivières* [...] ne se veut absolument pas un imprimé de dernière minute mais un journal engagé, piqué d'opinions et qui s'adressera à tout le monde ». Malgré un assez bon accueil des lecteurs, Claude Loranger constate rapidement que le nombre élevé de médias trifluviens rend difficile la conquête d'une nouvelle portion d'un marché publicitaire saturé. Au premier anniversaire du *Journal des Trois-Rivières*, le 11 juin 1989, l'éditeur annonce que le journal fait relâche. L'éditeur et les propriétaires du journal (Gesca) décident au cours de l'été d'en cesser définitivement la publication.

LES JOURNAUX DE LA VILLE VOISINE : CAP-DE-LA-MADELEINE

Nos droits

La campagne électorale provinciale de 1948 donne l'occasion au député conservateur de l'Union nationale du comté de Champlain, Maurice Bellemare, de lancer un journal pour appuyer sa candidature et diffuser l'option « unioniste » dans sa circonscription. Le tirage de 2100 exemplaires en 1960 n'est que de 2300 en 1963. Loin de se qualifier comme neutre et impartial, *Nos droits* passe aux mains des frères Aboud, propriétaires de *L'Hebdo journal* de Trois-Rivières en 1964, qui tentent sans grand succès de le fondre avec leur hebdo pour en faire un journal plus commercial et indépendant.

Le Journal du Cap / L'Hebdo du Cap-de-la-Madeleine

Le 13 septembre 1967, un ex-chef annonceur de la station de radio locale CHLN, Claude Bérubé, fait son entrée dans le monde de l'édition en lançant *Le Journal du Cap*, un hebdo spécifiquement dédié aux intérêts de la population de Cap-de-la-Madeleine et du comté de Champlain. *Le Journal du Cap* sera le premier fleuron de l'entreprise Publi-Hebdos.

Lors du lancement, Claude Bérubé explique le concept du nouveau journal : « C'est à l'échelon plus local que se situe le besoin

[d'un nouvel hebdo], et c'est à cet échelon que se situe *Le Journal du Cap* [...] [qui] veut informer sur le plan politique, culturel, social, des loisirs et économique. [...] il veut sensibiliser l'homme politique aux besoins de la population, faire rayonner l'activité de nos artistes, permettre aux divers éléments de notre communauté de dialoguer, faire connaître les activités de loisirs qui s'offrent à la population, offrir la possibilité aux marchands de faire connaître leurs produits à leur clientèle directe à moins de frais. »

Le plan de mise en marché pour le journal de format grand tabloïd consiste à distribuer gratuitement *Le Journal du Cap* pour quelques semaines à Cap-de-la-Madeleine, puis graduellement à l'ensemble du comté de Champlain, soit un tirage de 8000 à 10 000 exemplaires. Une fois le journal connu, il deviendra disponible contre un abonnement annuel fixé à 15 cents le numéro. Bien vite, après 37 numéros, Claude Bérubé adopte la livraison gratuite, à l'exemple de la majorité des autres hebdos. Du même coup, il abandonne le vieux système d'impression *cold type* et passe au procédé *offset*. Une entreprise de Cap-de-la-Madeleine, Distribution rapide enr., distribue les exemplaires porte-à-porte avec une armée de camelots. En 1974, *Le Journal du Cap* devient *L'Hebdo du Cap-de-la-Madeleine*, précurseur d'une série de journaux hebdomadaires à venir avec « *L'Hebdo* » comme mot de tête du titre.

Au cours des années qui suivent, Claude Bérubé et quelques associés se bâtissent un empire de presse régionale sous le nom de Publi-Hebdos. Le nom de ses journaux changera au gré des acquisitions et des modifications de distribution territoriale. Ainsi, *Le Journal du Cap* deviendra par étapes successives *L'Hebdo Journal*.

Le Comté

Avant la venue du journal *Le Comté*, au début des années 1980, il n'y avait eu qu'un seul hebdo ayant existé à Sainte-Anne-de-la-Pérade, en 1881. Publié par une société du nom de Georges Guilbault et Cie, l'hebdomadaire conservateur *L'Observateur* ne dessert la municipalité que pendant 13 semaines avant d'aller tenter sa chance à Joliette.

En 1984, l'éditeur de *L'Hebdo journal*, Claude Loranger, décide de répondre à la demande de quelques grands commerçants et clients désireux d'accroître leur clientèle principalement dans le comté de Champlain jusqu'à Saint-Narcisse, Saint-Prospère et Sainte-Anne-de-la-Pérade. Claude Loranger lance donc *Le Comté* le 28 août 1984, d'abord un mensuel tirant à 9820 exemplaires et publiant entre 28 et 48 pages à chaque édition.

La production se fait à partir des ateliers de *L'Hebdo journal*, bien qu'une boîte postale soit ouverte à Saint-Maurice pour l'envoi de communiqués. Pour la rédaction, il s'adjoint de bons collaborateurs, notamment Richard Lachance, Daniel Brouillette et le photographe René Goyette. Quelques cahiers thématiques de *L'Hebdo journal* trouvent place à l'intérieur des pages du *Comté*. À partir du septième numéro, soit celui du 29 janvier 1985, le mensuel se transforme en semi-hebdomadaire, puis en hebdomadaire à compter de l'édition du 21 octobre 1986.

Mais les achats publicitaires de quelques gros clients ne suffisent pas à rentabiliser une publication hebdomadaire. Le nombre de pages diminue pour stagner à 12. Claude Loranger, dans la dernière édition du *Comté*, le 26 novembre 1990, invoque la récession, la nouvelle perception de TPS et TVQ, bref une situation économique intenable, pour expliquer la fermeture du journal.

LES HEBDOMADAIRES DU CÔTÉ DE SHAWINIGAN

L'Industriel

En 1901, Shawinigan Falls n'est qu'un village de 1700 habitants, «...dont 12 barbiers et 2 Chinois tenant une blanchisserie», comme l'a écrit José Caden. Le premier hebdomadaire à y voir le jour, le 5 janvier 1902, est l'œuvre de Napoléon Jacques, natif de Louiseville et ex-gérant du journal *L'Étoile des Trois-Rivières*. Le journal se vend deux cents l'exemplaire (abonnement annuel de 50 cents) pour une pagination de quatre pages grand format.

Dans sa première année de publication, *L'Industriel* réussit à vendre 750 abonnements, une centaine de moins qu'une dizaine d'années plus tard, tant le marché est restreint.

Lorsqu'il lance *L'Industriel*, Napoléon Jacques est un fervent admirateur de Wilfrid Laurier. Bien que d'allégeance libérale, *L'Industriel* se veut essentiellement un journal de nouvelles locales et régionales ainsi qu'un véhicule de publicité commerciale. La Shawinigan Waters and Power et les moulins à papier Belgo, les piliers économiques de Shawinigan, occupent régulièrement un espace dans ses pages. Coutume assez courante à l'époque, les articles ne sont pas signés et le journal ne publie pas de cartouche d'identification. Le journal est bien rédigé, ses articles sont courts et variés; ils rapportent les faits de l'activité locale.

En 1908, Napoléon Jacques vend *L'Industriel* à son imprimeur, J.-W. Forget. Quand les conservateurs prennent le pouvoir à Ottawa en 1911, *L'Industriel* résiste un temps puis s'aligne aux idées du parti gouvernant à partir de 1913, au moment de son rachat par J.-A. Dufresne. L'Imprimerie Forget change de mains à son tour en 1915 au profit d'Elzéar Dallaire, qui s'empresse d'acheter et de fermer *L'Industriel* pour fonder son propre journal, *L'Écho du Saint-Maurice*.

L'Écho du Saint-Maurice / L'Hebdo du Saint-Maurice

Quand il fonde *L'Écho du Saint-Maurice* le 1^{er} juillet 1915, Elzéar Dallaire possède déjà une longue expérience de la presse écrite entreprise alors qu'il n'a que 13 ans, et est correspondant régulier pour *L'Éclaireur de Québec* et *Le Réveil du Saguenay*. À 15 ans, il rédige pratiquement seul le premier numéro du *Progrès du Saguenay*, le 18 août 1887. Devenu propriétaire de l'Imprimerie Forget (devenue Shawinigan Printing Co, puis la Compagnie d'impression Saint-Maurice), qui édite *L'Industriel*, Dallaire veut donner à ce journal une nouvelle orientation et un lectorat élargi en nombre comme en couverture géographique. Il abandonne le titre précédent pour celui plus représentatif d'*Écho du Saint-Maurice*.

Dès le début de l'édition de son journal, Dallaire se préoccupe des intérêts de sa région, particulièrement ceux de Shawinigan et de Grand-Mère, où il habite depuis l'automne 1912. Déjà en 1915, la croisade pour l'achat local fait partie du contenu du journal, une caractéristique encore commune aux hebdomadaires aujourd'hui. *L'Écho du Saint-Maurice* milite également en faveur de la construction du pont de Grand-Mère, et l'amélioration du lien routier entre sa ville d'adoption et La Tuque ou encore la construction d'une route entre La Tuque et Roberval. Sauf que sa fibre régionaliste tourne parfois au burlesque, comme cet éditorial de 1936 où, selon Jacques Lacoursière, il réclame à grands cris, très sérieusement, la fermeture pure et simple de la nouvelle route entre Shawinigan et Trois-Rivières. Son goût de la polémique, exacerbée par un style direct aux teintes d'humour agressif, lui cause bien des soucis et les poursuites s'accumulent sur une base régulière; la « rectitude politique » de notre époque y est encore inconnue.

Très nationaliste, Dallaire ne se gêne pas pour fustiger le gouvernement fédéral et proposer la séparation du Québec, au lendemain du vote en faveur de la conscription, le 24 juillet 1917. Dans un éditorial cinglant, il écrit : « Ce qui se passe en ce pays depuis quelques années nous porte à croire que c'était [la Confédération] plutôt un piège d'infamie dans lequel la province de Québec avait été attirée. Si tel est le cas, pourquoi ne pas briser au plus tôt la chaîne qui nous lie [...] ? Si la race canadienne-française doit continuer à supporter les épreuves qui lui sont imposées par les Anglo-Saxons de l'Ontario et de l'Ouest, c'est le temps d'y mettre un terme et de nous gouverner nous-mêmes. Plus longtemps nous resterons en compagnie de ces fanatiques, plus il sera difficile de nous en séparer. L'occasion est belle. Profitons-en et reprenons notre liberté », rapporte Jacques Lacoursière. *L'Écho du Saint-Maurice*, bien que respecté et apprécié, ne réussit qu'à survivre financièrement surtout à partir du 30 octobre 1920, moment où le nouveau quotidien trifluvien *Le Nouvelliste* est disponible à Shawinigan, une ville comptant maintenant 11 000 habitants.

En 1925, Dallaire embauche un jeune apprenti typographe âgé d'à peine 17 ans, Lucien Guertin. Jusqu'à la venue de son nouvel employé, Dallaire compose lui-même son journal en alignant manuellement des lettres de plomb dans des casiers qui, assemblés, forment des pages prêtes à être imprimées feuille par feuille. Pas étonnant qu'Elzéar Dallaire consacre une journée entière de même qu'une bonne partie de la nuit pour préparer à l'impression les quatre pages du journal.

Lucien Guertin arrive à *L'Écho du Saint-Maurice* en même temps qu'une avancée technologique majeure, la linotypie, où une machine place les lettres de plomb commandées par un clavier. Guertin travaille pour Dallaire pendant onze ans, chez qui il développe une expertise en imprimerie tout en démontrant des qualités certaines d'administrateur. En 1936, Lucien Guertin quitte *L'Écho du Saint-Maurice* pour fonder une imprimerie à Grand-Mère. L'année suivante, il acquiert la Compagnie d'impression Saint-Maurice d'Elzéar Dallaire et s'associe au propriétaire de la publication anglophone *Shawinigan Standard* pour créer, en 1948, l'imprimerie Guertin et Wilson. Six ans plus tôt, Lucien Guertin, répondant aux attentes de politiciens provinciaux et fédéraux, fonde un journal hebdomadaire dans la région voisine, *L'Écho de Portneuf*.

En 1949, Lucien Guertin vend *L'Écho de Portneuf* et achète à rabais un journal qu'il connaît bien, *L'Écho du Saint-Maurice*. En bon administrateur qu'il est, Guertin réalise qu'il excelle plus en administration qu'en journalisme et s'entoure de collaborateurs compétents. Il développe un réseau de correspondants dans les municipalités avoisinantes, s'intéresse aux préoccupations des gens ordinaires et introduit le sport dans les pages du journal, ce que négligeait son bouillant prédécesseur. Petit à petit, le journal décuple son tirage. Guertin s'implique remarquablement dans sa communauté et dans l'Association des hebdomadaires de langue française du Canada, dont il deviendra président. Jean Thibault écrit : « Il devait être admis, le 17 juin 1989, à l'Ordre des hebdomadaires régionaux de l'Association des éditeurs d'hebdomadaires

régionaux francophones, qui reconnaissait ainsi la quantité et la qualité de son apport pour la presse hebdomadaire francophone.»

Parmi ses collaborateurs, une figure domine et exerce une influence considérable dans la progression du journal : José Caden. Émigrant français, cultivé, brillant, écrivain de talent, José Caden débarque à Shawinigan en 1954, engagé comme linotypiste à *L'Écho du Saint-Maurice*. Guertin reconnaît rapidement en Caden un collaborateur hors pair et acquiesce à son désir d'écrire dans le journal. Très vite, il devient un journaliste respecté et craint pour sa plume acerbe, toujours prête à dénoncer des gestes inappropriés sans égard au fautif. En cela, il rejoint la renommée de Dallaire, sauf que Caden approfondit plus ses dossiers. Après une brillante carrière à *L'Écho du Saint-Maurice*, José Caden retourne dans sa France natale en 1975 et s'éteint peu de temps après.

Au début des années 1970, l'éditeur trifluvien Claude Bérubé fait la connaissance du tandem Guertin-Caden. Des liens d'amitié se tissent entre les trois hommes et, en 1975, ils fondent Publi-Hebdos, où *L'Hebdo du Saint-Maurice* et *L'Hebdo journal* conservent leur entité propre tout en partageant leurs ressources au chapitre de la production (Publi-Production) et de la distribution (Publi-Distribution). Avec ses deux journaux, la nouvelle compagnie possède désormais un pouvoir de négociation important auprès de ses fournisseurs. L'entrée de *L'Hebdo du Saint-Maurice* dans le giron de Publi-Hebdos marque le deuxième grand élan de progression de l'hebdomadaire.

À la retraite de Lucien Guertin, Claude Bérubé trouve un éditeur à la hauteur pour lui succéder : Michel Matteau. D'entrée de jeu, celui-ci se voit confronté à l'appréhension des citoyens du Centre-Mauricie qui craignent l'éventuelle influence trifluvienne de Publi-Hebdos sur leur journal. À ce moment-là, *L'Hebdo du Saint-Maurice* est encore un hebdo modeste avec ses quatre employés permanents et Michel Matteau s'apprête à donner un coup de barre. Son plan, qu'il nomme « l'envahissement positif », consiste à faire en sorte que ses concitoyens de tous les milieux voient *L'Hebdo* partout. Le leadership de l'éditeur allié à la vaillance

des employés s'avère payant et *L'Hebdo du Saint-Maurice* connaît un essor remarquable.

En 1980, Claude Bérubé et son associé Lionel Janna vendent Publi-Hebdos au groupe de presse Trans-Canada (Gesca/Power Corporation). Le nouveau propriétaire donne toute la latitude nécessaire aux éditeurs de ses journaux et *L'Hebdo du Saint-Maurice* continue sa brillante croissance. Neuf ans plus tard, l'entreprise shawiniganaise compte 17 employés permanents et quelques collaborateurs; le tirage atteint 24 000 exemplaires pour, très souvent, 80 pages et plus. Parallèlement à ses succès commerciaux, *L'Hebdo du Saint-Maurice* cumule les reconnaissances et mérite de nombreux prix, tant au niveau de la rédaction que de la maquette, aux différents concours de l'Association des hebdomadaires. Michel Matteau s'implique dans presque tous les aspects de la vie de sa région, en plus d'œuvrer au sein de l'Association des hebdomadaires et des Hebdomadaires Sélect.

En février 2001, nouveau changement de propriétaire : le Groupe Transcontinental achète en bloc les hebdomadaires de Gesca, dont *L'Hebdo du Saint-Maurice*. Peu de temps après cette acquisition, Michel Matteau est nommé directeur régional (Mauricie) pour Transcontinental, tout en conservant son poste d'éditeur.

Les Chutes de Shawinigan

Au début des années 1930, Shawinigan compte déjà plus de 16 000 habitants. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, sa vigueur industrielle connaît un souffle nouveau après les années maigres de la grande dépression. Un homme d'affaires aux intérêts variés, J.-Armand Foucher, élabore le concept original d'un journal hebdomadaire tel qu'il le souhaite et lance, dans la même année 1938, des hebdomadaires à Berthierville, Jonquières, Louiseville, Grand-Mère, La Tuque et Shawinigan.

Tel qu'évoqué par Fabien Larochelle, J.-Armand Foucher précisait ainsi la politique de son journal, dans son premier numéro, publié le 26 octobre 1938 : « Notre journal n'est pas un journal de

clan, ni de parti, c'est un journal dévoué aux meilleurs intérêts de notre ville et de notre région ». Il poursuivait en laissant entendre qu'il s'appliquerait à encourager les hommes publics à bien faire, qu'il ne manquerait pas de suggérer des réformes dans l'intérêt public, sans animosité contre qui que ce soit.

Le journal grand format (42 cm par 29 cm) tire à 3000 exemplaires et paraît le mercredi. Rédigé et imprimé au 21, 4^e rue, à Shawinigan, le journal offre de 8 à 12 pages de nouvelles courtes, de commentaires, d'échos sportifs et un feuilleton intitulé *Madame Després*. Le journal publie peu d'illustrations et un nombre restreint de photos. Bien qu'un tarif d'abonnement annuel de deux dollars (cinq cents le numéro) soit inscrit dans la cartouche du journal, il semble bien que *Les Chutes de Shawinigan* ait été distribué gratuitement, du moins dans certains secteurs de Shawinigan, puisque dans son ouvrage sur le 75^e anniversaire de Shawinigan, Fabien Larochelle apporte la précision suivante : « En présentant ce nouvel hebdomadaire, l'éditeur insistait sur l'innovation qu'il apportait dans la distribution du journal. Il sollicitait l'appui des annonceurs en invoquant le fait que le journal serait distribué dans chaque foyer de la ville. »

En plus de mener une lutte sans merci aux multinationales du pétrole, sujet abondamment traité dans ses journaux, J.-Armand Foucher s'intéresse de près à la politique municipale. Il devient maire de Shawinigan en février 1957, poste qu'il occupe jusqu'en août 1963 alors qu'il démissionne en raison d'un profond désaccord avec la majorité du conseil municipal au sujet de l'évaluation foncière scientifique. Pendant son séjour à la mairie, Foucher tient une chronique municipale radiophonique à CKSM, dont les propos sont souvent repris dans *Les Chutes de Shawinigan*. L'éditeur commente les décisions du conseil municipal et son journal lui sert de tribune personnelle, en plus de rapporter nouvelles et fait divers. On lui doit l'abandon du mot Falls dans le nom de sa ville. De nombreux collaborateurs entourent ce personnage haut en couleur et certaines notoriétés publiques signent articles et commentaires sous un pseudonyme. Après 30 ans de parution inin-

terrompue, Foucher met un terme à l'édition des *Chutes de Shawinigan* en décembre 1968.

La Voix (de Shawinigan – Grand-Mère)

À la fin de la guerre, un jeune homme de 18 ans, Gilles Trudel, lance le 13 avril 1945 un bimensuel à Shawinigan : *Le Sport*, publication traitant surtout de baseball, de balle molle, de hockey, de curling, de golf, de natation de compétition et de courses de canots. Ce journal sportif, vendu cinq cents, sera publié jusqu'au 7 juin 1946, date à partir de laquelle Trudel en fait un journal d'intérêt général, tout en continuant d'accorder une bonne importance aux nouvelles sportives. Publié désormais sous le nom de *La Voix*, puis de *La Voix de Shawinigan – Grand-Mère*, cet hebdo entre en vive concurrence avec *La Revue de Shawinigan* (mensuel et bimensuel bilingue), le *Shawinigan Standard*, *Les Chutes de Shawinigan* et surtout, *L'Écho du Saint-Maurice*. Malgré le nombre élevé de journaux locaux, *La Voix* réussit fort bien et le nombre de pages augmente progressivement. En octobre 1946, Gilles Trudel convertit son bimensuel en hebdomadaire. Au milieu des années 1950, François Trudelle en devient le rédacteur en chef. De 1960 à 1963, *La Voix* vend entre 4600 et 4900 exemplaires par semaine.

Le 13 novembre 1969, un journaliste de 11 ans de métier au quotidien *Le Nouvelliste*, Jacques Ébacher, achète *La Voix* et la concurrence avec *L'Écho du Saint-Maurice* s'intensifie, tant pour la vente d'espaces publicitaires que pour des prises de position, notamment en politique municipale. Sous la direction de son jovial éditeur, *La Voix* tire à 20 000 exemplaires, distribués par camelots à Shawinigan, Shawinigan-Sud, Grand-Mère, Saint-Gérard-des-Laurentides, Lac-à-la-Tortue et autres municipalités environnantes, tout comme son principal concurrent. Il le fait tout d'abord imprimer à Saint-Jean-sur-Richelieu, puis à l'imprimerie du *Journal de Québec* (Quebecor).

En février 1978, Ébacher cède *La Voix* à son compétiteur et retourne au *Nouvelliste*. *L'Hebdo du Saint-Maurice* continue

brèvement la publication de son ancien concurrent, sous le titre de *La Voix commerciale*. La faible rentabilité scelle son sort et *La Voix* disparaît l'année même du départ d'Ébacher.

L'Intrépide de Shawinigan-Sud

Parallèlement à la publication de son hebdo régional *La Voix*, Gilles Trudel veut offrir un hebdo local spécifiquement dédié aux citoyens de Shawinigan-Sud. Ce journal relevant de *La Voix*, *L'Intrépide de Shawinigan-Sud* aura, malgré un marché modeste, une existence de cinq ans. La renommée populaire de Gilles Trudel lui attire une réelle sympathie et cela se reflète dans le succès de ses journaux.

L'économie d'échelle des opérations rendue possible par l'édition de *La Voix* compense l'étroitesse du marché de l'hebdo local et permet à *L'Intrépide de Shawinigan-Sud* de survivre jusqu'en 1968, malgré un modeste tirage ne dépassant pas 3000 exemplaires.

LES JOURNAUX DE LA VOISINE : GRAND-MÈRE

Le Courrier de Grand-Mère

Le Courrier de Grand-Mère serait le deuxième hebdomadaire à être publié à Grand-Mère, après *Le Courrier de Saint-Maurice* qui aurait été publié, d'après des sources dignes de foi, de septembre 1898 à mars 1899. Selon Beaulieu et Hamelin, dans leur ouvrage sur la presse québécoise, Elzéar Dallaire s'est fait la main avec *Le Courrier de Grand-Mère*, fondé en 1909, avant de lancer *L'Écho du Saint-Maurice* dans la ville voisine de Shawinigan. L'hebdo ne peut compter que sur un modeste tirage puisqu'il se présente avant tout comme un journal local. En 1911, Dallaire vend *Le Courrier de Grand-Mère* au sénateur Blondin, qui le publie quelques années avant de le fermer en 1914.

La Semaine

Pendant la Première Guerre mondiale, les partis conservateur et libéral se font une lutte d'influence aussi aigüe qu'à la veille de la Confédération. En bon conservateur, Dallaire revient à la charge et décide, en 1914, d'ouvrir les horizons du *Courrier de Grand-Mère* en élargissant son territoire et son lectorat. *La Semaine* n'est que le nouveau titre du *Courrier de Grand-Mère*, ressuscité et rebaptisé pour marquer son évolution comme hebdo plus régional. À sa première année, l'hebdo grand format tire à environ 800 exemplaires et réussit péniblement à en vendre 200 de plus les années suivantes. L'aventure dure à peine trois ans.

Le Laurentien de Grand-Mère

Le Laurentien de Grand-Mère fait partie de la kyrielle de journaux hebdomadaires lancés en octobre 1938 par l'homme d'affaires et éditeur prolifique J.-Armand Foucher. La recette suit celle de ses autres publications : un journal régionaliste voué aux intérêts de ses concitoyens, des articles variés, peu de photographies, beaucoup d'opinions et de commentaires, un journal populiste à distribution gratuite (plus de 5000 exemplaires en 1960) et une tribune personnelle pour son propriétaire et ses entreprises commerciales. Le journal est produit aux ateliers des *Chutes de Shawinigan*, situés sur la 4^e rue. Bien que de contenu rédactionnel généralement spécifique à Grand-Mère, *Le Laurentien* se présente comme un clone des *Chutes de Shawinigan*. Il cesse de paraître en 1968.

L'Actualité mauricienne

Longtemps après avoir publié ses premiers journaux, Elzéar Dallaire lance *L'Actualité mauricienne* en 1942. Toujours féru de presse hebdomadaire (il est l'un des fondateurs de l'Association canadienne des hebdomadaires de langue française), Dallaire donne à son nouveau journal une audience (5000 exemplaires) et des préoccupations centrées sur les villes sœurs de Shawinigan et Grand-Mère. En concurrence directe avec *Le Laurentien de Grand-Mère*

et *Les Chutes de Shawinigan*, appartenant tous deux à J.-Armand Foucher, avec son propre journal *L'Écho du Saint-Maurice* et, trois ans plus tard, avec *La Voix de Shawinigan-Grand-Mère*, *L'Actualité mauricienne* réussit tout juste à survivre, jusqu'à ce que Gérard Gauthier, propriétaire d'un tout nouveau journal en 1952, *Le Courrier de Laviolette*, l'achète et le ferme pour éliminer un concurrent.

Le Courrier de Laviolette / Mauricie journal

Le 1^{er} mai 1952, un nouvel hebdomadaire (ex-*Actualité mauricienne*) livre sa première édition sous le nom de *Courrier de Laviolette*. Fondé par Gérard Gauthier, *Le Courrier de Laviolette* entre en compétition directe avec quatre autres hebdomadaires! Une telle concurrence dans un si petit marché dépasse l'entendement, d'autant plus qu'elle n'est pas l'apanage exclusif de la région du Centre-Mauricie, même s'il faut toujours considérer qu'à cette époque les seuils de coûts et de rentabilité étaient loin d'atteindre les chiffres d'aujourd'hui, toutes proportions gardées.

Le Courrier de Laviolette loge au-dessus d'une quincaillerie, au coin de la 3^e rue et de la 6^e avenue. Il fonctionne avec un personnel réduit de trois personnes, et fait appel à des sous-traitants pour les autres étapes. En 1968, Gérard Gauthier embauche un jeune directeur général, Gilles Bécharde. Moins d'un an plus tard, les associés de Radio La Tuque ltée, Jean Trépanier, Laurette Leclerc et Vincent Spain, achètent *Le Courrier de Laviolette*, Bécharde restant en poste. Malgré le même effectif réduit, l'hebdomadaire de format tabloïd distribue chaque semaine autour de 8000 exemplaires. Le vendredi, livré par autobus, le journal est monté aux ateliers de *L'Écho de La Tuque* puis, par train, il part pour l'imprimerie du *Progrès-Dimanche* à Chicoutimi. Les exemplaires imprimés retournent à Grand-Mère par le train, où un distributeur de circulaires indépendant s'en charge. Le journal fait ses frais, mais tout juste.

Bécharde comprend que pour établir une niche au *Courrier de Laviolette*, celui-ci doit se différencier de ses concurrents, assez

solidement identifiés à l'un ou l'autre des partis politiques. Son équipe de collaborateurs regroupe des gens de tous les partis et de toutes les tendances. *Le Courrier de Laviolette* se présente et est perçu comme un journal d'échange d'idées. L'introduction du concept du publi reportage renforce l'aspect commercial du journal. À l'été 1972, Gilles Bécharde quitte *Le Courrier de Laviolette*. Au début des années 2000, il deviendra éditeur de *L'Hebdo journal*.

En 1973, pour se différencier de ses concurrents, Jean Trépanier décide de publier le dimanche plutôt que le mercredi. Du même souffle, il fait passer l'horizon du journal d'essentiellement local à régional. Pour bien marquer son renouveau, il change le nom du journal pour celui de *Mauricie journal*. Malgré les efforts, le journal ne peut soutenir la concurrence ni avec *La Voix*, ni avec *L'Hebdo du Saint-Maurice* devenu l'hebdo le plus influent du milieu. Quelques mois plus tard, en 1974, *Mauricie Journal* cesse de paraître.

Avec *Mauricie Journal* se termine une suite ininterrompue de titres pour un même journal. Au départ, Elzéar Dallaire lance *L'Union nationale*, en 1936, qui devient *L'Actualité mauricienne*, en 1942, qui devient *Le Courrier de Laviolette*, en 1952 et finalement *Mauricie Journal*, en 1973. Cette succession de titres n'est pas, loin s'en faut, l'apanage exclusif de l'histoire de la presse hebdomadaire francophone en Mauricie; on en retrouve des exemples dans la majorité des régions du Québec.

L'Avenir du citoyen

Un représentant commercial du *Courrier de Laviolette*, Roger Pagé, entreprend l'édition d'un hebdomadaire en 1968. À partir de sa résidence privée, il lance *L'Avenir du citoyen*, un tabloïd à distribution gratuite tirant autour de 5000 exemplaires. L'impression est confiée à l'Imprimerie d'Arthabaska. Pagé fait presque tout lui-même, épaulé par des collaborateurs. *L'Avenir du citoyen* est distribué, par camelots, surtout dans certains secteurs ciblés de Grand-Mère, Shawinigan et Lac-à-la-Tortue. Mais la concurrence de *L'Hebdo du Saint-Maurice* réduit à néant

les efforts de survie de *L'Avenir du citoyen* qui ferme boutique, environ un an plus tard, en 1969.

Le Pont

Claude Rompré, un enseignant, lance le 7 mars 1979 un nouvel hebdo à Grand-Mère pour desservir Shawinigan, Grand-Mère et les municipalités environnantes, soit une concurrence directe à *L'Écho/l'Hebdo du Saint-Maurice*. C'est plutôt le désir d'écrire (et d'être publié) qui le pousse dans cette voie; il signe des éditoriaux dans *Le Courrier de Laviolette*, au début des années 1970. Une fois enseignant, une association de marchands, Avenues Grand-Mère, lui propose un poste de communicateur et publiciste à temps partiel qui lui fait connaître les hebdos en place et renforce l'idée de lancer son propre journal. Il trouve un bras droit, Pierre Dubois, lui aussi un ex-enseignant et journaliste au *Dynamique de la Mauricie*, à Saint-Tite. Son journal sera d'abord composé à l'Imprimerie Bellemare, à Shawinigan, et imprimé au *Journal de Québec*.

Le Pont reçoit un accueil encourageant et devient rapidement en mesure d'acquérir son propre équipement de composition et de montage. La lutte avec *L'Hebdo du Saint-Maurice* est de tous les instants, chacun courtisant la même clientèle. Rompré confie la distribution de son journal à une petite entreprise de distribution d'encarts publicitaires, en concurrence avec Publi-Distribution, partenaire de *L'Hebdo du Saint-Maurice*.

Puis, en 1980, Power Corporation (Gesca) achète du même coup les deux concurrents. Rompré conserve son poste d'éditeur au *Pont* pendant six ans. Gesca confie l'impression de tous ses hebdos à sa filiale TR Offset, de Trois-Rivières, imprimeur du *Nouvelliste*. Malgré leur unique propriétaire, *Le Pont* et *L'Hebdo du Saint-Maurice* fonctionnent comme deux entités indépendantes, et pas seulement sur papier! Le tirage du *Pont* avoisine les 20 000 exemplaires. L'effectif est passé de quatre ou cinq personnes à 16.

Mais à la fin des années 1980, Rompré part du *Pont* pour tenter l'aventure politique. *Le Pont* perd des plumes au profit de son concurrent. En 1989, Gesca en cesse la parution, laissant toute la place à son concurrent *L'Hebdo du Saint-Maurice* qui connaît une progression remarquable sous la direction de Michel Matteau.

LES HEBDOMADAIRES AU NORD DE SHAWINIGAN

Le Dynamique de la Mauricie à Saint-Tite

Un journaliste au *Nouvelliste*, Gérard Marchand, s'associe à Gérard Gauthier, propriétaire du *Courrier de Laviolette*, pour fonder Les Éditions dynamiques enr. et lancer un nouvel hebdomadaire à Saint-Tite. Le premier numéro sort le 4 juin 1963. *Le Dynamique de la Mauricie* est présenté en format tabloïd, vendu par abonnement annuel et livré par la poste. L'association de Marchand et Gauthier dure environ un an, ce dernier étant racheté par le premier.

Une très petite équipe, deux personnes à plein temps, Gérard Marchand et Lise Léveillée, assistée de sept ou huit pigistes et collaborateurs, réussit à le publier. Le montage du journal se fait sur place tandis que l'impression est d'abord effectuée à Grand-Mère, puis à Shawinigan et, à partir de 1975, à l'imprimerie du *Journal de Québec* (Quebecor). *Le Dynamique de Saint-Tite* aurait compté entre 5000 ou 7000 abonnés, selon les sources, à Saint-Tite d'abord, Sainte-Thècle, Saint-Timothée, Saint-Adelphe, Saint-Séverin.

Au décès de Gérard Marchand, en 1978, c'est Lise Léveillée qui en devient l'éditrice. En novembre 1983, elle refuse de vendre à *L'Hebdo du Saint-Maurice*; Gesca lance alors à Saint-Tite *L'Hebdo Saint-Tite-Normandie*. Le marché de la sous-région Normandie ne peut assurer la rentabilité de deux journaux. *Le Dynamique de la Mauricie* résiste farouchement devant Gesca jusqu'en 1993 où,

de guerre lasse, Lise Léveillé met fin à sa publication et se tourne vers une autre carrière.

Hebdo Saint-Tite Normandie / Hebdo Mékinac Des Chenaux

Cherchant de nouveaux marchés, son offre d'achat du *Dynamique de la Mauricie* ayant été refusée, Michel Matteau, éditeur de *L'Hebdo du Saint-Maurice*, décide de lui faire concurrence. Ainsi est né *L'Hebdo Saint-Tite Normandie* en 1983. Le nouveau journal loge à la même enseigne que *L'Hebdo du Saint-Maurice* et bénéficie d'une économie d'échelle difficile à concurrencer. Tout d'abord publié aux deux semaines, *L'Hebdo Saint-Tite Normandie* devient hebdomadaire vers 1985. Son tirage avoisine les 7000 exemplaires, livrés gratuitement par camelots, un atout provoquant une baisse sensible d'abonnés chez son concurrent.

À la fermeture du journal *Le Comté*, en 1990, Michel Matteau saisit l'occasion d'agrandir le territoire desservi par *L'Hebdo Saint-Tite Normandie* en y ajoutant le territoire desservi par le journal disparu. Il change le titre de son hebdo pour celui de *L'Hebdo Mékinac Des Chenaux*, « Mékinac » reflétant la nouvelle désignation de la région de Saint-Tite et, « Des Chenaux », celle des environs de Sainte-Anne-de-la-Pérade. Avec cette réorganisation, le tirage passe à 13 000 exemplaires, livrés gratuitement le samedi. En 2002, Gilles Guay, bras droit de Michel Matteau, devient l'éditeur de *L'Hebdo Mékinac Des Chenaux*. Bien que le journal possède une adresse postale à Saint-Tite, l'hebdo est toujours administré et produit à partir de *L'Hebdo du Saint-Maurice*, à Shawinigan, propriété de Médias Transcontinental depuis 2001.

L'Écho de La Tuque (et du Haut-Saint-Maurice)

Déjà propriétaires du *Bien public* à Trois-Rivières, les associés Clément Marchand et Raymond Douville entreprennent de doter

La Tuque d'un journal hebdomadaire. Ils croient, à juste titre, que le moment en est venu, après la courte expérience de l'hebdo *La Tuque* qui aurait été tentée pendant deux mois en 1911 par un certain J.-G. Delage. Le premier numéro de *L'Écho de La Tuque et du Haut-Saint-Maurice* est mis en vente en novembre 1937. Le journal se limite aux événements et aux intérêts de La Tuque, ce qui en fait un hebdo plus local que régional. Les moyens de communication alors limités exacerbaient l'éloignement des municipalités en dehors du rayon d'influence immédiat de La Tuque, chef-lieu de la Haute-Mauricie.

En 1959, Raymond Douville se départit de ses intérêts dans *Le Bien public* et dans *L'Écho de La Tuque et du Haut-Saint-Maurice* en faveur de son associé Clément Marchand. Celui-ci le vend à Jean Trépanier, actionnaire principal d'une station de radio locale, qui agrandit le territoire desservi, au nord jusqu'à Parent, au sud jusqu'à Rivière-aux-Rats. Le tirage augmente et *L'Écho de La Tuque* se transforme en véritable hebdo régional. Le tirage, de moins de 1500 exemplaires qu'il était en 1940, passe à un peu plus de 2000 en 1960 et à près de 3000 en 1963.

En 1987, le journal est vendu à un groupe de presse du Lac-Saint-Jean. De journal vendu par abonnement et en kiosque, il passe à la distribution gratuite. S'ensuit une augmentation du volume de pages résultant d'une croissance des ventes publicitaires. Quelques années plus tard, *L'Écho de La Tuque* se retrouve dans le giron d'Unimédia. Le journal est distribué à près de 7000 exemplaires dans une douzaine de municipalités du Haut-Saint-Maurice. Ce journal est maintenant propriété de Médias Trancontinental.

La Sentinelle de La Tuque

Simultanément à Shawinigan, Grand-Mère, Louiseville, Jonquière et Berthier, l'hebdo *La Sentinelle de La Tuque* est lancé en 1938, d'une ambitieuse et réussie initiative de l'homme d'affaires J.-Armand Foucher. Le lancement de six hebdomas locaux dans la même année constitue un tour de force frisant l'exploit, d'autres

diront de la témérité! Et... selon toute vraisemblance, ce qui a été écrit sur *Les Chutes de Shawinigan*, *Le Laurentien de Grand-Mère* ou encore *Le Réveil de Louiseville* s'applique ici, les journaux de Foucher se ressemblant en tout point, tant par leur contenu que par leur durée. Il cesse sa parution en 1968.

LES JOURNAUX DU CÔTÉ DE LOUISEVILLE

Le Courrier de Maskinongé / Le Courrier de Louiseville

En 1878, le comté de Maskinongé ne regroupe que de minuscules villages autour de Louiseville, un village guère plus peuplé que ses voisins. Le lancement d'un petit hebdomadaire de comté à cette époque relève presque de l'exploit tant le défi est grand. Une réflexion amusante sur la qualité de ce journal est rapportée par Claude Gagné comme suit : « L'apparition du *Courrier de Maskinongé*, malgré une tenue littéraire et typographique pitoyable, n'en constitue pas moins un événement appréciable. » Deux hommes s'associent pour lancer le premier journal de Louiseville le 7 mars 1878 : Philippe Duval et Joseph Labonté. *Le Courrier de Maskinongé* vient de marquer le premier jalon d'une presse locale et régionale prolifique.

Fidèle à la philosophie de son époque, *Le Courrier de Maskinongé* véhicule les idées du Parti conservateur, de 1878 à 1881; puis de 1881 à 1884, il épouse l'idéologie du Parti libéral quand il est acheté par Louis-Henri Mineau, puis redevient conservateur en 1885 et prend le nom de *Courrier de Louiseville*; de 1886 à sa fermeture en 1896, il change une nouvelle fois d'allégeance, moussant les initiatives du Parti libéral. En octobre 1892, le journal est passé aux mains de H.-E. Tellier qui en confie la rédaction au notaire T. Rivard. Le journal s'éteint en 1896. En somme, *Le Courrier de Maskinongé/Courrier de Louiseville* s'alignait prudemment sur le parti politique au pouvoir et selon l'allégeance politique des propriétaires du moment.

L'Écho de Louiseville

En 1894, *La Voix du Peuple*, une feuille politique locale et modeste, qui aurait été publiée entre 1890 et 1898, voit arriver un concurrent, *L'Écho de Louiseville*. Ce nouveau journal desservant le comté de Maskinongé et édité par la Cie d'imprimerie Richelieu, est dirigé par Alfred Marchand. Le journal confie d'abord son impression à une imprimerie de Sorel avant d'être imprimé localement à partir d'août 1896. *L'Écho de Louiseville* se présente d'abord comme un hebdo conservateur modéré, puis tourne au rouge à la victoire de Wilfrid Laurier en 1896. En janvier 1897, l'hebdo devient propriété des associés Marchand et Béland, qui le ferment sept mois plus tard.

Le Progrès de Louiseville

La Cie d'imprimerie de Louiseville publie à partir de 1897 *Le Progrès de Louiseville*, dirigé par J.-A. Giguère. D'un format de 58 cm sur 41 cm, il s'agit, selon l'expression de l'époque, d'une feuille de quatre pages. Des exemplaires précieusement conservés à la Société d'histoire et de généalogie de Louiseville ont comme particularité une large marge blanche de 4 cm sur les deux côtés de la page. Son modeste tirage tourne autour de 750 exemplaires et l'abonnement se vend un dollar par année. Les tarifs publicitaires sont affichés à dix cents la ligne et cinq cents la ligne pour toute répétition.

La rédaction se présente comme un assemblage de faits aussi divers que la colonisation du Manitoba, la guerre des Boers, le meurtre d'un homme par une femme jalouse au Mexique ou un projet de train rapide (100 mph) en Angleterre. Les nouvelles locales sont éparées et constituées de potins du genre : « M. et Mme Oscar Mayrand ont passé la fin de semaine dernière chez leur fille Estelle à Montréal ». Aucun article n'est signé, sauf le feuilleton *Le Prisonnier des Sioux*. Différentes références aux progrès de la technologie nous portent à croire que *Le Progrès de Louiseville* tendait résolument vers la modernité et semblait pouvoir compter

sur des clients publicitaires fidèles d'aussi loin que « Chicago, Ill. » Il cesse de paraître en 1902.

La Gazette de Louiseville

Ce journal fondé par un dentiste de Berthierville, le docteur A.-D. Milot, reste obscur ; il aurait été, selon les historiens Beaulieu et Hamelin, indépendant d'idéologie politique. La première livraison de ce journal grand format du jeudi a lieu le 20 juin 1929. Les mêmes auteurs nous apprennent que *La Gazette de Louiseville* cesse de paraître entre le 1^{er} mai 1930 et le 29 janvier 1931, ce qui laisse supposer des difficultés d'ordre financier. En 1932, le tirage s'établit à environ 1500 exemplaires. *La Gazette de Louiseville* s'éteint le 9 février 1933.

Le Progrès de Louiseville

Ce journal pose une énigme qui reste sans solution à ce jour. Dans l'ouvrage exhaustif de Beaulieu et Hamelin, on mentionne l'existence de trois journaux louisevillois ayant porté le titre de *Progrès de Louiseville* ; l'un en 1897-1902, un autre en 1935 et un autre entre 1948 et 1950. La Société d'histoire et de généalogie de Louiseville dispose des quatre premiers numéros d'un *Progrès de Louiseville*, datés du 2 au 24 mai 1935, dans lesquels on peut lire en cartouche que le journal est publié par La Cie Le Progrès de Louiseville enr., située au 53, rue Saint-Laurent. En 1948, l'imprimeur en serait Art graphique inc.

C'est le 2 mai 1935 qu'Armand Deschênes lance le *Progrès de Louiseville*, un hebdo du jeudi, offrant quatre pages de format 45 cm sur 29 cm, et vendu trois cents l'exemplaire ou 1,50 \$ en abonnement annuel. Le journal obéit aux canons de l'époque, soit une mise en page surchargée et très peu d'illustrations et de publicité. Dans le premier numéro, l'éditeur annonce qu'il va distribuer (gratuitement) *Le Progrès de Louiseville*. Dans un autre espace, il dit rechercher des correspondants ponctuels dans tous les villages du comté. Ailleurs, il encourage les institutrices à

influencer les élèves afin qu'ils vendent régulièrement cinq exemplaires chacun, en retour d'exemplaires gratuits pour l'institutrice et le bon petit vendeur!

Il est impossible de fixer avec certitude la date de fin de parution de ce journal (1935 ou 1950). Des informations existent sur un *Progrès de Louiseville*, publié par l'Art Graphique inc., rue Saint-François-Xavier. Beaulieu et Hamelin situent son existence du 17 juin 1948 au 2 février 1950; ils spécifient également que J.-R. Desrosiers et Gaston Fleury en sont les dirigeants. Il se peut que le journal ait cessé de paraître pendant un certain temps pour reprendre plus tard sa publication.

Le Réveil de Louiseville

Lancé dans la foulée des sept autres hebdomadaires la même année 1938, par l'homme d'affaires J.-Armand Foucher, *Le Réveil de Louiseville* s'accorde au même diapason que *Les Chutes de Shawinigan* ou *Le Laurentien de Grand-Mère*. L'aventure journalistique de Foucher s'est poursuivie pendant une trentaine d'années, mais, chose curieuse, très peu d'exemplaires semblent subsister. L'impression est confiée aux soins de l'Imprimerie Foucher qui en imprime environ 1500 exemplaires en 1940 et 3600 au début des années soixante.

Le Réveil de Louiseville se veut avant tout un journal dédié, comme les autres publications de Foucher, aux intérêts municipaux et régionaux de son territoire. À au moins une occasion, Foucher amalgame ses intérêts commerciaux à ceux de ses concitoyens lors d'une bataille épique fort médiatisée pour la survie des détaillants du pétrole indépendants, en lutte acharnée contre les multinationales contrôlant les hydrocarbures. *Le Réveil de Louiseville* cesse de paraître, tout comme ses publications sœurs, lorsque le prolifique éditeur décide d'y mettre un terme en 1968.

L'Écho de Saint-Justin ou le premier d'une longue lignée

Le 2 novembre 1921, William-Henri Gagné, propriétaire d'une imprimerie, fonde un mensuel à Saint-Justin, une petite municipalité au nord-ouest de Louiseville; il le fait en collaboration avec le curé de l'endroit, l'abbé Denis Guérin, et son cousin, l'abbé Joseph-G. Gélinas. Le curé désire avant tout un bulletin paroissial et W.-H. Gagné fait plus que répondre à ce besoin.

L'Écho de Saint-Justin est une feuille de 8 à 12 pages d'un format de 33 cm sur 25 cm rédigé par Paul-N. Vanasse. Dès 1922, Gagné acquiert un linotype, une grande amélioration technique sur les procédés antérieurs. *L'Écho de Saint-Justin* passe de mensuel à hebdomadaire le 5 janvier 1933. L'abonnement se vend quatre dollars par année, le double du tarif du mensuel de 1921.

Le journal suit la mode de son époque : beaucoup de petits articles variés, une propension moralisatrice, peu d'illustrations et une mise en page peu aérée. Par contre, sa force réside dans une exploitation bien orchestrée du concept des courriers de municipalités, où une petite armée de correspondants de chaque village entretient l'intérêt d'un bassin d'abonnés bien répartis dans la région. Comme d'autres hebdomadaires de son époque, les potins mondains occupent une partie non négligeable de l'espace rédactionnel.

Le 15 novembre 1927, Gagné passe à un format moyen de 39 cm sur 30 cm. L'éditeur affirme que son journal est lu par 15 000 personnes. En 1931, *L'Écho de Saint-Justin* se porte acquéreur du *Courrier de Berthier*, l'exploite pendant quelques années puis le revend à des hommes d'affaires de Joliette... et le rachètera beaucoup plus tard. Le 23 avril 1948, W.-H. Gagné déménage son hebdomadaire à Louiseville et en change le titre pour *L'Écho de Louiseville et du comté de Maskinongé*, plus représentatif de sa récente évolution.

L'Écho de Louiseville et du comté de Maskinongé

W.-H. Gagné sort son *Écho de Saint-Justin*, sous son nouveau nom, le 30 avril 1948; il s'agit d'un grand format du vendredi. Sous le titre *L'Écho de Louiseville et du comté de Maskinongé*, les propriétaires-éditeurs, W.-H. Gagné et fils, prennent soin de préciser, et écrivent entre parenthèses, « continueur de *l'Écho de Saint-Justin* ». Il devient ensuite *L'Écho de Louiseville/Berthier*.

L'Écho de Louiseville/Berthier

L'Écho de Saint-Justin (premier nom de ce journal) s'était porté acquéreur du *Courrier de Berthier* en 1931. Quelques années plus tard, une transaction d'affaires fait passer *Le Courrier de Berthier* aux mains d'intérêts joliettains. À la fin d'octobre 1977, *L'Écho de Louiseville* reprend *Le Courrier de Berthier* et fusionne les deux journaux pour en faire *L'Écho de Louiseville/Berthier*.

Il y a ici à un exemple unique dans la presse hebdomadaire québécoise: *L'Écho de Louiseville/Berthier* se présente comme deux journaux avec un contenu différent pour Louiseville et pour Berthier, mais qui partagent le même titre et les mêmes propriétaires, Jean-Pierre Gagné et son cousin, Claude Gagné. Le journal possède des bureaux à Louiseville, à Berthierville et à Saint-Gabriel-de-Brandon, couvert par la section Berthier du journal. Des cahiers thématiques identiques sont parfois insérés dans leurs pages.

L'Écho de Louiseville/Berthier continue d'être vendu par abonnement ou au numéro, au moment où la presse hebdomadaire est presque complètement à distribution gratuite; le système des correspondants à chaque municipalité, mis en place par W.-H. Gagné du temps de *L'Écho de Saint-Justin*, a fait ses preuves et continue de susciter un bon volume d'abonnés. Le journal se distingue par une facture soignée et une mise en page accordant beaucoup plus d'espace rédactionnel que ses concurrents à distribution gratuite.

Les efforts de qualité sont récompensés sur le terrain, mais en plus, lui mérite la reconnaissance de ses pairs à l'intérieur de l'association professionnelle Les Hebdos régionaux. Ainsi, en 1986, sous la gouverne de son éditeur expérimenté, Jean Provencher, *L'Écho de Louiseville/Berthier* remporte, entre autres distinctions, le prix annuel le plus convoité de l'Association, celui d'Hebdo de l'année (1985). De plus, contrairement à une tendance lourde dans la presse hebdomadaire, *L'Écho* demeure un journal indépendant, en ce sens qu'il n'appartient pas (encore) à aucun des grands groupes de presse. Grâce à la synergie favorisée par l'Imprimerie Gagné, dont les actionnaires sont également propriétaires du journal, *L'Écho* est l'un des premiers hebdos à bénéficier d'équipements de photocomposition de la nouvelle technologie informatique et laser, ce qui contribue à sa qualité de présentation, remarquable pour cette époque pas si lointaine. En 1986, un bataillon de 120 camelots s'affaire à distribuer *L'Écho*, chaque mardi, dans environ 4500 foyers.

Le 1^{er} novembre 1994, le journal passe sous le contrôle d'un important groupe de presse : Unimédia. Les pratiques administratives changent et la transition s'avère parfois laborieuse. Quoiqu'il en soit, en 2001, Médias Transcontinental s'en porte acquéreur au cours d'une gigantesque transaction d'achat de journaux appartenant au groupe Gesca, qui avait conclu des arrangements particuliers avec Unimédia peu de temps auparavant. Transcontinental amènera un dernier changement de nom, jusqu'à ce jour, au vénérable *Écho de Saint-Justin* né en 1921.

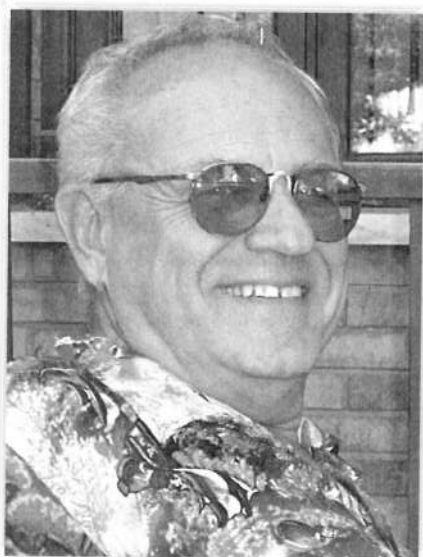
L'Écho de Maskinongé

Avec l'arrivée de Transcontinental en mai 2001, des changements majeurs s'opèrent à *L'Écho de Louiseville*. Le journal, maintenant à distribution gratuite, est distribué par Publi-Sac. *L'Écho de Louiseville* change encore une fois de nom et se présente en deux livrées : *L'Écho d'Autray* et *L'Écho de Maskinongé*, l'un distribué dans le secteur de Berthier, l'autre dans celui de Louiseville. Comme on l'avait fait 24 ans plus tôt, on propose une variante

originale; cette fois-ci, nous avons deux titres différents pour pratiquement un même journal, excepté pour la première page, la dernière et la page trois.

L'Écho de Maskinongé tire aujourd'hui à 11 500 exemplaires, distribués le dimanche dans 10 municipalités à couverture totale et disponible dans des dépôts de cinq autres municipalités éloignées de Louiseville. Le tirage combiné des deux versions dépasse les 27 000 exemplaires. Bien qu'un peu plus commercial aujourd'hui, *L'Écho de Maskinongé* continue d'offrir à ses lecteurs des articles bien écrits, bien présentés, dans des pages de format tabloïd contemporain (38 cm sur 29 cm) où l'utilisation de la quadrichromie est abondante.

En somme, ce journal de 86 ans de publication continue, mais sous différents noms toujours dominés par le préfixe «*Écho*», peut être considéré comme l'un des hebdomadaires marquants de la Mauricie, tant par sa durée que par son influence dans son milieu.



Claude Bérubé, fondateur du *Journal du Cap* en 1967 et initiateur de Publi-Hebdos en 1971. Hebdos Québec lui décerne en 1990 le prestigieux Ordre des Hebdos lors de son 58^e congrès annuel, à Chicoutimi.



En-tête du journal *L'Écho de Louiseville* et du comté de Maskinongé, 11 juin 1948.



Gilles Trudel, propriétaire de *La Voix* (1945-1978) et de *L'Intrépide de Shawinigan-Sud* (1963-1968).

J.-Armand Foucher, propriétaire des *Chutes de Shawinigan* (1938-1968) et du *Laurentien de Grand'Mère* (1938-1968).





Lucien Guertin fut tour à tour propriétaire de *L'Écho de Portneuf* et de *L'Écho du Saint-Maurice*. Hebdos Québec lui a remis le prestigieux Ordre des Hebdos en 1989.

Imprimeur de métier, Ludger Duvernay publia *La Gazette des Trois-Rivières*, *L'Ami de la religion et du roi*, *Le Constitutionnel* et *L'Argus*.



BIBLIOGRAPHIE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE :

BEAULIEU André et Jean HAMELIN. *Les Journaux du Québec de 1764 à 1964*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1965, 329 p.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN et al. *La Presse québécoise des origines à nos jours*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1973-1990, 10 volumes (voir T.3 : 1880-1895, 1977; T.6 : 1920-1934, 1984)

CADEN, José. *L'An 1 de Shawinigan* (mai 1901-mai 1902), Éditions du Bien public, Trois-Rivières, 139 p.

GAGNÉ, Claude. *300 : tricentenaire de Louiseville 1665-1965 : hôtesse de la Mauricie*, Gagné et fils éditeurs, 1965, 89 p.

GENDRON, Yannick. « Le destin parallèle de deux petites villes de banlieue : Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest en Mauricie, 1945-1975 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Université du Québec à Trois-Rivières, 1999, vol. 52, no. 4.

Le Journal du Cap, 13 septembre 1967.

LACOURSIÈRE, Jacques. *Shawinigan 100 ans d'histoire : de l'effervescence au renouveau*, Éditions des Glanures, Shawinigan, 2001, 326 p.

LAROCHELLE, Fabien. *Shawinigan depuis 75 ans, 1900-1975*, Hôtel de ville, 1976 Shawinigan, 747 p.

ROUSSEAU, Guildo. « Barthe Georges-Isidore », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, 1891-1900, version en ligne : www.biographi.ca/FR

ROY, François. « Voyage dans le temps », *Le Nouvelliste*,
11 mars 2006.

THIBAUT, Jean. *L'Hebdo du Saint-Maurice*—75^e anniversaire,
30 octobre 1989.

VALLÉE, Henri. *Les Journaux trifluviens de 1817 à 1933*,
Éditions du Bien public, Trois-Rivières, 1933, 89 p.



Par Jean Blanchette

LA RÉGION EN BREF

La région administrative du Centre-du-Québec a été créée en 1997. La population en 2005 se situait autour de 225 000 personnes et connaît une croissance continue depuis 1998-1999. Elle compte 81 municipalités réparties dans cinq MRC. Drummondville et Victoriaville, les deux villes les plus importantes, comptent respectivement 60 000 et 40 000 habitants.

L'activité agricole occupe toujours la part du lion de l'économie régionale, la production laitière y détenant le premier rang. L'industrie du bois (meubles, sciage et plaquage) occupe encore une part importante de l'activité économique malgré un fléchissement. La grande industrie (aluminium et autres métaux, chimie) se retrouve concentrée au parc industriel et portuaire de Bécancour, tandis que la fabrication et la transformation industrielles s'activent surtout à Drummondville et à Victoriaville.

Trois axes bien définis se distinguent : les Bois-Francs, Drummondville et la Rive-Sud. Chacune de ces sous-régions vit au diapason de son identité propre.

L'AXE DES BOIS-FRANCS – VICTORIAVILLE / ARTHABASKA

L'Union des Cantons de l'Est

Il faut attendre le 14 décembre 1866 pour voir apparaître un premier journal au Centre-du-Québec, à Arthabaska (aujourd'hui Victoriaville). C'est à l'initiative d'un groupe de 16 conservateurs ecclésiastiques et laïcs regroupés autour du curé P.-H. Suzor qu'est fondé *L'Union des Cantons de l'Est* dans les locaux de l'Imprimerie d'Arthabaskaville. Le journal grand format est édité par Antoine Gagnon & Cie et ses activités sont étroitement liées à celles de l'imprimerie. Les premiers rédacteurs se nomment Onésime Gagnon et L.-G. Houde.

À cette époque, Arthabaska n'est qu'un village d'environ 800 habitants. Mais là, comme partout ailleurs, la question de l'heure c'est le projet de nouvelle Confédération canadienne. Libéraux et conservateurs s'affrontent sans relâche sur ce projet crucial pour l'avenir de la nation. *L'Union* écrit en 1991, à l'occasion de ses 125 ans : « En décembre 1866, on est à quelques mois de la signature de la Confédération défendue par Cartier et MacDonalld mais encore fortement décriée par des rouges, tel Éric Dorion, "l'enfant terrible" de Drummond-Arthabaska, qui publie à *L'Avenir* une feuille partisane nommée *Le Défricheur*. Une feuille que Mgr Laflèche, évêque coadjuteur des Trois-Rivières, ne prise guère... [L'évêque] encourage fortement le bon curé Suzor d'Arthabaska à fonder un journal qui viendrait combattre les idées de Dorion. » Le clergé favorise l'option d'une confédération qui garantit le libre épanouissement de la foi catholique au Québec.

L'initiative du curé Suzor correspond à cette démarche, surtout depuis qu'un « rouge », Wilfrid Laurier, nouvellement installé à Arthabaska, commence à exercer une influence politique inquiétante pour les « bleus ». À la suite du décès de Dorion à l'automne 1866, Laurier ne leur laisse point de répit, non seulement en reprenant sous son aile *Le Défricheur*, mais aussi en déménageant ce journal à Arthabaska.

Dès ses premiers numéros, *L'Union des Cantons de l'Est* fustige Laurier et *Le Défricheur*. Lacoursière et Bizier décrivent l'alliance de la presse locale et du clergé contre Laurier : « ... dans la circonscription de Drummond-Arthabaska, le candidat libéral est un jeune avocat d'Arthabaska, Wilfrid Laurier, que *L'Union des Cantons de l'Est* appelle ce politicien en herbe. Qu'arriverait-il si les libéraux de son acabit, lit-on dans le même journal, prenaient le pouvoir? Cela entraînerait la disparition de nos plus anciennes institutions et la promulgation de lois hostiles à la religion! » Le 21 mars 1867, le journal annonce : « Nous publierons dans notre prochain numéro un communiqué de la part d'un ami de notre journal qui châtie d'une manière exemplaire l'incorrigible DÉFRICHEUR pour les plates injures

qu'il lance contre le gouvernement dans sa pitoyable feuille ». La semaine suivante, *Le Défricheur* ferme ses portes pour, dit-on, des raisons de mauvaise santé de Wilfrid Laurier.

Loin d'être en reste, le curé Suzor promet aux paroissiens sa démission si Laurier est élu... il ne tiendra pas sa promesse. Le 29 juillet 1869, le principal rédacteur du journal, M. Tousignant, en devient propriétaire et continue, pour un temps, à endosser les idées conservatrices du curé Suzor. Vers 1880, le journal bascule progressivement vers le libéralisme et se distance peu à peu de l'idéologie de ses fondateurs en se détachant de la doctrine ultramontaine du clergé qui ne dédaignerait pas soumettre l'État à l'Église. Ce qui n'empêche pas *L'Union* de collaborer occasionnellement avec *Le Messager de Nicolet*, un hebdo farouchement conservateur, en s'échangeant mutuellement de petits reportages comme celui, le 28 janvier 1881, de l'exécution par pendaison d'un meurtrier nommé Lachance et ce, en détails!

Comble d'ironie, en 1890, Wilfrid Laurier, victime des attaques du journal à ses débuts, achète des parts dans *L'Union* qu'un groupe de ses amis libéraux vient d'acquérir. Pour les 50 prochaines années, *L'Union des Cantons de l'Est* servira de porte-parole aux libéraux qu'il avait combattus pendant vingt ans. Très occupé, échevin puis maire et préfet de comté en 1881, Laurier et ses associés vendent tous leurs parts à Louis Lavergne, l'un des associés, qui devient alors propriétaire unique du journal jusqu'en 1901, après quoi son fils Renaud prend la relève jusqu'en 1918. *L'Union des Cantons de l'Est* connaîtra de nombreux propriétaires, notamment J.-É. Perreault, un « bleu » à qui le contrat de vente aurait interdit la promotion de la politique des conservateurs, et J.-D. Gagné, de 1940 à 1963, puis Michel Gagné et Roger Lussier. Ce dernier, un enseignant d'économie politique, entre au service du journal dès 1948 et y exerce une influence considérable. Sous sa direction, le journal passe au format tabloïd et le nombre d'abonnés augmente de façon remarquable. Alors que ses ventes atteignent environ 1500 exemplaires en 1940, *L'Union des Cantons de l'Est* vend près de 5000 exemplaires en 1963.

Dans les années 1950, le journal joint les rangs du regroupement d'affaires des Hebdos A-1 et affiche sa neutralité politique en laissant les rouges et les bleus se chicaner par le biais de lettres ouvertes publiées dans sa section *Tribune libre*. Le journal ne compte alors qu'un seul rédacteur-journaliste, mais ce nombre augmente à quatre ou cinq, incluant le rédacteur en chef, plus un photographe attitré (Michel Gagné), dès 1970. Au milieu de ces années-là, *L'Union* délaisse définitivement la désignation « des Cantons de l'Est » de son nom. Roger Lussier assure la direction du journal jusqu'à sa retraite en 1985 et vend ses actions à son associé Michel Gagné qui en revend une partie (40 %) à huit employés du journal et de l'imprimerie. Michel Gagné dirige l'entreprise jusqu'à la vente du journal à Publications Dumont en 1988, groupe de presse concurrent appartenant à Henri Duhamel. Cette entreprise vend ses journaux à Cogeco quelques années plus tard.

Au début des années 1990, *L'Union*, qui se faisait toujours malmener par son concurrent, *La Nouvelle*, à distribution gratuite depuis les années 1970, voit son tirage et ses ventes de publicité décliner sensiblement et, en 1994, finalement, le journal passe à la distribution gratuite pour lutter sur le même terrain que son compétiteur. En 1996, Transcontinental se porte acquéreur de *L'Union* et de *La Nouvelle* et les deux concurrents logent bientôt à la même enseigne et partagent la même editrice, Sylvie Côté, le même directeur régional, Michel Gauthier, les mêmes locaux et différentes autres ressources.

L'Union véhicule depuis longtemps une réputation de journal sérieux et de bonne facture. Récipiendaire de nombreux prix d'excellence professionnelle aux concours des Hebdos du Québec, dont le très convoité Hebdo de l'année à quelques reprises, le troisième plus vieil hebdomadaire francophone canadien, *L'Union*, porte bien ses quelque 140 années d'existence. En 2006, cet hebdo régional du mercredi distribue ses 26 000 exemplaires, principalement à Victoriaville, mais aussi dans plusieurs localités voisines.

Le Journal d'Arthabaska

En 1890, *L'Union des Cantons de l'Est* change d'allégeance et passe dans le camp libéral, non sans avoir connu de concurrence une douzaine d'années auparavant alors qu'Édouard-Émery Richard avait donné une voix aux libéraux en fondant *Le Journal d'Arthabaska*, d'abord un organe de promotion électorale favorable à Laurier. Puis, sous l'impulsion et l'enthousiasme d'Ernest Pacaud, un personnage marquant dans l'histoire de la presse québécoise, il devient un véritable journal régional combatif, mais toujours financé en grande partie grâce au soutien des libéraux au pouvoir; Laurier occupe alors le siège de ministre du Revenu de l'Intérieur. Lorsque ce dernier est battu par le conservateur D.-O. Bourbeau, un candidat de Mgr Lafleche, et que les libéraux se retrouvent dans l'opposition aux élections de 1878, *Le Journal d'Arthabaska*, édité par Edouard-Emery Richard & Cie, voit se tarir ses sources de revenus provenant de contrats partisans et est contraint de fermer ses portes. Ainsi se décidait le sort de plusieurs hebdomadaires de l'époque. Par contre, d'autres, aux convictions plus « molles », sentaient le vent tourner à temps pour changer d'allégeance politique et continuer à publier encore quelques années. Après la fermeture du journal, l'on retrouvera Ernest Pacaud comme journaliste, éditeur et rédacteur en chef de nombreux autres journaux et dans différentes régions, notamment à Trois-Rivières.

L'Écho des Bois-Francs et La Bataille

L'Union des Cantons de l'Est passé dans le camp libéral depuis 1880, les conservateurs du comté se retrouvent sans voix depuis quatorze ans lorsque la Société de publication du district d'Arthabaska lance un hebdomadaire régional prometteur, *L'Écho des Bois-Francs*, dédié aux intérêts des colons. Les renseignements fiables sur sa fondation sont introuvables. Il aurait tiré à 1000 exemplaires en 1899 et à 1750 en 1913. Sa publication cesserait en 1917. *La Bataille*, un hebdomadaire qu'on pense conservateur, aurait été publié de 1901 à 1906, mais même Beaulieu et Hamelin n'en retrouvent pas trace. En 1924, une autre feuille conservatrice,

L'Avant-Garde, publiée par la Cie de publication de Victoriaville, aura une vie éphémère de quelques mois.

La Gazette d'Arthabaska

Dans l'histoire de la presse hebdomadaire des Bois-Francis, *La Gazette d'Arthabaska* apparaît comme le précurseur des hebdomadaires sans teinte politique marquée à outrance. Fondée par Denis Leblanc et J.-F. Taschereau en 1907, *La Gazette* se définit politiquement tantôt comme libérale indépendante, tantôt comme conservatrice, ce qui laisse supposer que ses dirigeants font preuve d'esprit critique, contrairement à leurs prédécesseurs plus enclins à la promotion de la ligne d'un parti.

Véritable hebdomadaire régional, *La Gazette d'Arthabaska* emploie des correspondants dans diverses paroisses et ratisse un peu plus large. Le journal se présente sous un grand format de 63 cm sur 46 cm et publie normalement quatre pages. Le fait que le journal devienne bihebdomadaire à partir de 1910 porte à conclure à une certaine prospérité. Mais son tirage en 1913, l'année de sa fermeture, s'élève à 1300 exemplaires, une diffusion incompatible avec la rentabilité, surtout avec un abonnement à un dollar par année. L'exploitation parallèle d'une imprimerie commerciale aura rendu possible la publication de *La Gazette d'Arthabaska* pendant environ six ans.

La Voix des Bois-Francis

Le nationalisme pancanadien trouve un porte-parole influent en la personne de Camille Duguay, chanteur baryton réputé dans la région mais surtout écrivain et journaliste accompli. Il occupe la fonction de rédacteur en chef au *Canadien*, de Thetford Mines, de 1918 à 1922. Il lance *La Voix des Bois-Francis* en 1928. Fidèle admirateur d'Henri Bourassa, il dirige ce journal et *Le Nicolétain* (Nicolet) jusqu'à sa mort, le 10 avril 1936. C'est sa femme, Marthe Lemaire-Duguay, qui assure la continuité de l'entreprise. *La Voix des Bois-Francis* se distingue de son concurrent *L'Union des Cantons*

de l'Est, du moins jusque vers 1940, par son apparente neutralité politique et son penchant pour les textes littéraires. De 1948 à 1961, le père Joseph Laliberté collabore étroitement à la rédaction de l'hebdo.

Le journal fait difficilement ses frais et connaît de courtes périodes de relâche. En 1963, l'on rapporte un tirage de seulement 2550 exemplaires vendus. La différence entre ces deux périodes frappe au premier coup d'œil. Le format des années 1950 surprend par sa taille invraisemblable : 58 cm de haut par 45 cm de large, ce que l'on peut réellement qualifier de grand format! Tout est imprimé en noir. À la fin des années 1960, *La Voix des Bois-Francs* se présente sous le format standard des tabloïds de son époque : 44 cm par 29 cm. De plus, le titre du journal se présente en lettres blanches sur fond de couleur (rouge ou vert).

En 1967, *La Voix des Bois-Francs*, qui publie aussi *La Boussole* (ex-*Le Nicolétain*), passe aux mains d'un industriel du meuble de Daveluyville, Hermann Fournier. Ce chef d'entreprise milite dans les rangs des « bleus », à Québec et à Ottawa. C'est un éditorial négatif sur Daniel Johnson (père), paru dans *L'Union des Cantons de l'Est*, qui décide Hermann Fournier et son gendre Jean-Paul Savoie à acquérir *La Voix des Bois-Francs* et *La Boussole* pour donner une voix à son idéologie politique. Mais ses journaux perdent de l'argent et lui causent des soucis. Il offre gratuitement 50 % des actions des deux publications à Guy Rouleau, un représentant commercial alors à l'emploi de CKTM-TV (de Trois-Rivières), à la condition que ce dernier s'occupe des publications déficitaires. Sporadiquement, ces deux hebdomadaires (surtout *La Boussole*) se donnent congé de publication, faute d'un volume suffisant de publicité.

Les deux hebdomadaires sont imprimés à L'Imprimerie d'Arthabaska, propriétaire de *L'Union* et concurrent de *La Voix des Bois-Francs*. En 1969, *La Voix des Bois-Francs* ne peut plus soutenir la concurrence de *L'Union* et de *La Nouvelle*. Des arriérés d'impression de quelques mois sont dus à l'imprimeur et ce dernier achète le journal en échange de l'annulation de sa créance, journal qu'il ferme aussitôt pour éliminer un de ses concurrents.

La Nouvelle

Le 25 février 1954, un autre joueur entre dans l'arène des médias écrits à Victoriaville. *L'Union des Cantons de l'Est* et *La Voix des Bois-Francs* se font concurrence depuis 26 ans quand des imprimeurs, les frères Germain et Jean-Louis Forcier, lancent *La Nouvelle*, une initiative susceptible d'apporter des revenus supplémentaires à l'entreprise. Malgré l'embauche d'un rédacteur, Jean-Maurice Bilodeau, les frères Forcier ne mettent pas beaucoup de temps à s'apercevoir que l'édition d'un journal ne s'improvise pas. Entre en scène un habile vendeur et ami des Forcier du nom de Léo Ling qui, en 1956, se porte acquéreur du nouvel hebdo grand format au tirage ne dépassant pas 3000 exemplaires, pour la somme symbolique de 1 \$.

Par sa distribution gratuite le mardi et sur un plus grand territoire que son principal concurrent, *La Nouvelle* gruge les revenus publicitaires de *L'Union des Cantons de l'Est*. Déjà en 1962, le journal tire à 12 500 exemplaires, grimpe à 25 000 en 1973 et publie une moyenne de 32 pages. En 1981, Léo Ling s'adjoint les services d'un jeune comptable qui deviendra rapidement copropriétaire de l'entreprise : Michel Gauthier apporte avec lui un enthousiasme et un dynamisme communicateurs qui se reflètent dans toute l'organisation, tant et si bien que le chiffre d'affaires du journal double pratiquement d'une année à l'autre. Michel Gauthier met de l'avant plusieurs projets bénéfiques, dont le passage au populaire format tabloïd, le 17 septembre 1985.

Puis, au mois de mai de la même année, les deux associés acceptent l'offre d'achat des Publications Dumont, qui se porte aussi acquéreur de *L'Union* trois ans après. Quelques années plus tard, le groupe Cogeco achète les deux titres et en confie la direction à Michel Gauthier, qui dirige les deux hebdomadaires avec une collaboratrice, Sylvie Côté, qui devient à son tour éditrice quand le groupe Transcontinental achète les journaux de Cogeco et nomme Michel Gauthier directeur régional du groupe de presse.

En 2002, *La Nouvelle* arrive au troisième rang dans l'attribution d'un titre de l'Hebdo de l'année à l'Association des Hebdos du Québec et mérite les premiers honneurs de l'Hebdo de l'année au gala des Folios 2004 (concours annuel des hebdos du groupe Transcontinental).

La Nouvelle et *L'Union*, longtemps concurrents, se complètent mutuellement dans leur stratégie de marché. Le dimanche, *La Nouvelle* distribue ses quelques 43 500 exemplaires dans un vaste territoire comprenant une trentaine de municipalités, tandis que *L'Union* concentre son tirage du mercredi de 26 000 exemplaires plus spécifiquement à Victoriaville et à ses environs immédiats.

L'Éclaireur des Bois-Francs

À partir du 19 avril 1993, André Larose et Lisette Lapointe, les éditeurs de *L'Éclaireur régional de Ham-Nord*, décident de tenter l'édition d'un nouvel hebdo à Victoriaville. Pour ce faire, ils changent le nom de leur journal d'Ham-Nord pour celui de *L'Éclaireur des Bois-Francs*, passent un contrat d'imprimerie avec *The Record* de Sherbrooke et utilisent pour la première fois la quadrichromie. Pour desservir la population de Victoriaville et des municipalités environnantes de cette région des Bois-Francs, le tirage passe de 6000 à 36 000 exemplaires. Ils s'installent dans un local du centre-ville et débent une compétition risquée avec *La Nouvelle* et *L'Union*.

Malgré beaucoup d'acharnement et de persévérance, la partie est inégale et le troisième hebdo de Victoriaville essuie des pertes financières. Au bout de quatre années de lutte sans issue, le couple Larose-Lapointe abandonne la publication de *L'Éclaireur des Bois-Francs* pour consacrer ses ressources à la restructuration de son premier journal, *L'Éclaireur régional*.

L'AXE DES BOIS-FRANCS - HAM-NORD ET PLESSISVILLE

Le Mini-journal de Ham-Nord

Ce journal local aurait été fondé en 1969 par Roger Lussier, copropriétaire de l'Imprimerie d'Arthabaska, qui y voyait là un moyen de hausser le volume d'impression de journaux pour son imprimerie. Ham-Nord est une petite municipalité, encore aujourd'hui, de moins de 1000 habitants. Les premiers numéros sont édités depuis Arthabaska. Le modeste hebdo publie une moyenne de 12 pages ou moins; il est vendu à Florent Larrivée qui en cesse la publication en 1970, à peu près trois mois après l'acquisition.

L'Éclaireur régional à Ham-Nord

André Larose et Lisette Lapointe s'associent dans la fondation d'un petit hebdomadaire régional et publient le premier numéro de *L'Éclaireur régional* le 24 septembre 1986. Cet hebdo de format demi-tabloïd de 16 pages est imprimé sur ses propres presses à Ham-Nord, ce qui est digne de mention puisque assez rare à cette période. Il distribue gratuitement tous les mercredis ses quelque 6000 exemplaires à Ham-Nord et dans une dizaine de municipalités environnantes jusqu'en 1993, quand arrive le grand projet d'expansion à Victoriaville.

Après l'abandon de la publication à Victoriaville, les associés ressortent leurs vieilles presses et publient *L'Éclaireur rural*, parallèlement à *L'Éclaireur régional*, qui reprend le nom d'*Éclaireur des Bois-Francs* en 1998. Après sept ou huit mois d'existence, on abandonne *L'Éclaireur rural* pour ne conserver que le titre actuel qui passe d'une publication hebdomadaire à celle d'une semaine sur deux. Le journal tire présentement à environ 10 000 exemplaires et est distribué gratuitement par la poste dans une trentaine de municipalités situées autour de Ham-Nord et de Warwick. La rédaction est sous la responsabilité d'André Larose qui travaille à partir du bureau d'Ham-Nord, tandis que l'administration,

les ventes et le montage se font sous la direction de Lisette Lapointe à partir du bureau de la rue Notre-Dame Est, à Victoriaville.

De *La Feuille d'érable* à *L'Avenir de l'Érable* de Plessisville

L'histoire de *La Feuille d'érable* commence par l'organisation d'un congrès eucharistique présidé par le curé Alfred Boulet à Plessisville en 1945. La nécessité pour les organisateurs d'avoir un bulletin de liaison pour informer la population de tous les aspects de l'événement constitue un tremplin pour Jean-Paul Houde, imprimeur de métier, lui permettant de réaliser son projet, remis en raison de la guerre, de publier un journal local et régional. Jean-Paul Houde, connu des milieux artistique, sportif et religieux, lance son nouveau journal avec l'aide de son épouse, Adrienne Savoie-Houde, le 29 mars 1945. Le premier numéro de *La Feuille d'érable* comporte quatre pages et est tiré à 3000 exemplaires, distribués gratuitement pour faire connaître le produit. D'un format géant de 52 cm sur 41 cm, il est curieusement daté de Sainte-Marie-de-Beauce, lieu d'impression du journal, des ateliers Le Guide enr. En sous-titre, *La Feuille d'érable* se situe dans l'histoire et la géographie avec la mention « Au pays de Jean Rivard, défricheur et économiste ».

Le premier numéro est presque entièrement consacré au congrès eucharistique, la photo du curé Boulet en page frontispice, la publicité sympathique accaparant 50 % de l'espace imprimé. En première page, l'éditeur écrit : « Avec une population de près de 5000 âmes [...], nous croyons le temps venu d'avoir un journal pour notre région. C'est même devenu une nécessité dans une localité comme la nôtre ». Il ajoute : « Notre journal sera indépendant en politique. Cependant, il donnera accès à ses colonnes à n'importe quel parti, pourvu que l'on fasse parvenir des articles signés, et que ces articles aient pour base la discipline de la conscience, du patriotisme et de la charité chrétienne ». Le deuxième numéro, le 5 avril 1945, compte huit pages et, en plus de servir de bulletin de liaison du congrès eucharistique, présente

des nouvelles locales, agrémentées de photos d'avions de combat et de groupes de soldats de retour au pays.

L'intérêt suscité par le congrès eucharistique favorise l'adoption rapide du journal par une population plus que sympathique au miroir régional que représente dorénavant *La Feuille d'érable*. Au coût d'abonnement de deux dollars par année, l'hebdo se vend bien et son tirage augmente de façon soutenue; de 1000 exemplaires la première année, il passe à 2300 en 1960 et atteint près de 3000 en 1963. *La Feuille d'érable* atteint un seuil de lectorat exceptionnel quand, en 1964, elle compte 1300 abonnés à Plessisville seulement, une localité habitée alors par 1500 familles!

Féru d'histoire, l'éditeur publie dans ses pages jusqu'en 1952 une intéressante chronique des Bois-Francs. Le 18 avril 1974, *La Feuille d'érable* passe aux mains des Publications Appalaches, ce qui amène un renouveau au journal, trois ans avant le décès de son cofondateur. En 1995, on souligne dignement le 50^e anniversaire de la publication qui mérite, la même année, le prix d'Hebdo de l'année (Hebdos Québec) dans la catégorie des hebdomadaires vendus de plus de 16 pages.

En 1996, un concurrent s'implante à Plessisville : *L'Avenir*. Le marché est trop petit pour deux hebdomadaires qui sont menacés tous les deux, jusqu'à ce qu'en 1999, le groupe de presse Transcontinental, propriétaire entre autres de *L'Union* et de *La Nouvelle* (Victoriaville), se porte acquéreur des deux journaux concurrents. Transcontinental sait que la survie d'une presse hebdomadaire à Plessisville passe par la fusion. C'est ainsi que *La Feuille d'érable* publie son dernier numéro sous son nom original le 14 février 1999. À partir du 21 février, *La Feuille d'érable* et *L'Avenir* ne font qu'un seul titre, soit *L'Avenir de l'Érable*, un nom plutôt bien choisi, rappelant les deux titres et la région d'appartenance (MRC de l'Érable). En 2005, cet hebdo du dimanche, passé à la distribution gratuite, livre plus de 11 000 exemplaires chaque semaine.

L'AXE DE DRUMMONDVILLE

La Justice et Le Courrier de Drummond

Comme il arrive fréquemment à cette époque, c'est à un avocat que revient l'initiative de fonder le premier journal local, *La Justice*, en 1901. Napoléon Garceau, alors âgé de 33 ans, milite dans le camp libéral et a déjà signé quelques articles irrévérencieux sur le clergé dans *Le Progrès de Nicolet*.

En 1902 arrive à Drummondville un nouveau curé, l'abbé Frédéric Tétreau, et aussitôt les deux hommes entrent en guerre ouverte. Garceau exerce aussi une grande influence locale : il est président de la Chambre de commerce, de 1902 à 1917, et se fait élire maire à trois reprises, la première fois de 1905 à 1908.

Le journal suscite même un concurrent, *Le Courrier de Drummond*. C'est un autre avocat, H. Hains, qui a été secrétaire d'Israël Tarte (notaire, ministre sous Laurier, journaliste et éditeur) qui lance cette feuille, qui naît et meurt en 1903. On ne peut que supposer, car il ne reste rien de ce journal, que *Le Courrier de Drummond*s'alignait sur les thèses protectionnistes que prône Tarte à cette période de sa vie où il se réconcilie avec le puissant clergé, un revirement qui ne devait pas déplaire au curé de Drummondville!

Le curé Tétreau ne sera pas étranger à la fermeture de *La Justice*, le 11 décembre 1904, mais Garceau en reprend la publication quatre mois et demi plus tard, au désespoir de son éternel rival. Imprimé à Saint-Hyacinthe à seulement un millier d'exemplaires (1905), *La Justice* cesse définitivement de paraître le 2 mars 1906, mais Napoléon Garceau reprendra le flambeau quelques années plus tard avec *Le Présent*.

Le Présent

En 1912, l'avocat Napoléon Garceau revient à la charge et fonde un successeur à *La Justice*, le 7 septembre. Il est toujours président de la Chambre de commerce et achève son deuxième mandat à la mairie... où il sera défait par Ovide Brouillard, le candidat du curé Tétreau, le 4 novembre 1912. *Le Présent*, de faible tirage, imprimé par *La Gazette d'Arthabaska*, traite de politique municipale et scolaire et diffuse des nouvelles locales. Le journal ne décolle pas vraiment et ses dernières éditions, en février 1914, n'ont qu'une seule page, sous le nom d'*Écho de Drummondville*, publiée dans *La Gazette d'Arthabaska*, qui avait des abonnés à Drummondville. Napoléon Garceau redevient maire en 1920, année du décès du curé Tétreau.

La Parole

Au moment où s'y développe une importante industrialisation, dont notamment la Canadian Celanese (textile), la population de Drummondville (6000 habitants en 1926) n'a plus de journal local depuis une douzaine d'années. C'est alors que deux hommes expérimentés dans ce domaine s'associent pour fonder un hebdomadaire, *La Parole*: Camille Duguay est un ancien rédacteur au *Canadien de Thetford Mines*, admirateur d'Henri Bourassa, le fondateur du *Devoir*; son associé, Joseph-Édouard Fortin, est avocat et fils d'un journaliste de La Malbaie. Fortin a débuté comme journaliste au journal de son père, *L'Écho de Charlevoix*, puis avec son père, en 1908, il a fondé *L'Éclaireur de Beauceville*, dont il fut directeur jusqu'en 1937. En 1924, Joseph-Édouard Fortin devient président de l'Association canadienne des hebdomadaires et il est élu sans opposition député libéral dans Beauce en 1929, puis en 1931. Le premier numéro de grand format est imprimé sur les presses de *L'Éclaireur de Beauceville* le 1^{er} avril 1926. L'année suivante, *La Parole* se porte acquéreur d'une petite imprimerie située au centre-ville de Drummondville et y imprime son journal dès le 3 mars 1927.

Mais la bonne entente entre les associés dure peu, si bien qu'en 1927, Camille Duguay quitte *La Parole* et tente de lui faire concurrence en fondant *Le Regard*, mais le journal ne sera publié que du 7 avril au 2 juin 1927. En 1928, Duguay lancera *La Voix des Bois-Francs* à Victoriaville. Ce sera le sort aussi de *La Voix de Drummond*, un journal conservateur devant faire contrepoids à *La Parole*, lancé par Charles MacKenzie, le 24 juin 1931. Il doit fermer le 20 août, le trop petit marché de Drummondville rendant impossible la survie de plus d'un hebdo. En 1936, un autre hebdo fondé par P.-E. Rioux, *Le Réveil*, qui appuyait l'Union nationale et son chef, Maurice Duplessis, connaîtra le même sort.

À son tour, Fortin quitta le journal en 1929, qui devient propriété d'un regroupement d'hommes d'affaires montréalais. Le maire de Drummondville, Walter Moisan, devint président de la nouvelle organisation. En difficulté financière, *La Parole* est vendue le 1^{er} février 1936 à Gérard Veilleux qui en sera propriétaire jusqu'en 1973, entre autres avec ses frères Clermont et Frédéric. Jacques Francoeur (Groupe Unimédia) s'en porte acquéreur en 1973.

Dans les années 1930 et 1940, le tirage de *La Parole* varie entre 3000 et 4000 exemplaires vendus, ce qui est suffisant pour en assurer la rentabilité. Au début des années 1960, ce journal de qualité indéniabla vend en moyenne 5500 exemplaires et est encore rentable grâce à l'absence de concurrent. Mais l'arrivée de concurrents à distribution gratuite, donc à fort tirage, réduit le nombre d'abonnés et fragmente le budget publicitaire commercial drummondvillois. En 1981, pour survivre, *La Parole* suit la tendance et passe à la distribution gratuite. Au milieu des années 1980, Hollinger achète les journaux du groupe Unimédia, puis, en janvier 2001, le groupe Transcontinental achète en bloc un grand nombre d'hebdomadaires, dont *La Parole*.

Le journal *La Parole* a remporté plusieurs prix d'excellence à l'Association des hebdomadaires du Québec. Le journal accorde une grande place aux arts et à la culture et son contenu éditorial de premier ordre est très bien écrit. En 2003, le journal tire à près de

41 500 exemplaires chaque mercredi et les distribue dans 25 municipalités, un ensemble d'environ 90 000 habitants. Toutes les opérations du journal se font à partir d'un nouvel immeuble moderne qu'il partage avec *L'Express*, un hebdo associé, autrefois concurrent.

L'Idée ouvrière

Avec *L'Idée ouvrière* débute l'ère des journaux de Gérard Brady. Après des études en sciences sociales à Montréal, Brady devient journaliste au *Clairon* de Saint-Hyacinthe au début des années 1930. Sous la raison sociale L'Homme libre ou Les Éditions de L'Homme libre, Gérard Brady fondera à Drummondville, mais aussi ailleurs, toute une série de journaux hebdomadaires qui, pour la plupart, ne sont que de nouvelles appellations du même journal. D'après Beaulieu et Hamelin, ces changements de titres pourraient bien coïncider avec les nombreux changements d'allégeance politique de Brady entre 1934 et 1963.

Il sera tour à tour libéral, indépendant, nationaliste puis de nouveau libéral et peut-être même a-t-il frayé, vers 1938, avec le crédit social. Ainsi, *L'Idée ouvrière*, fondé en 1934, devient *L'Homme libre* en 1937-1938, puis *L'Unité* (février-mai), *L'Unité nationale* (mai-septembre) et à nouveau *L'Homme libre* dans la seule année 1938! Son journal conserve son titre jusqu'en 1960, alors qu'il devient *Journal Drummond* (1960-1961). Il existe même une incertitude quant à un retour possible du titre *L'Homme libre* de 1961 à 1963 ou à la conservation du titre *Journal Drummond* jusqu'à la fermeture de l'entreprise le 21 octobre 1963. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce concurrent de *La Parole* ait connu une existence mouvementée et plutôt difficile à suivre!

Quant à Brady, il fera sa marque dans le monde des hebdos, de l'édition et ailleurs. Il siège pendant une vingtaine d'années au conseil d'administration de l'Association des hebdos du Canada et il participe pendant douze ans à *Regards sur le Canada français* à Radio-Canada. Au début des années 1960, il devient organisateur

politique libéral au provincial, en 1963 il est chef de cabinet au Secrétariat d'état du Canada, puis on le retrouve membre de deux tribunaux administratifs du Québec. Il prend sa retraite en 1979 et fonde le journal *Québec-Canada*. Puis, en 1981, il reçoit l'Ordre du Canada pour services rendus aux francophones du pays et la Médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération.

La Voix de Drummond

En octobre 1960, Raymond Blaquière reprend le titre d'un journal de Camille Duguay n'ayant survécu que deux mois 29 ans plus tôt. Il lance *La Voix de Drummond*, un tabloïd à distribution gratuite tirant à un peu plus de 15 000 exemplaires et imprimé à Saint-Hyacinthe. L'aventure se termine en décembre 1962.

L'Express

Une firme locale de publicité et de relations publiques, le Groupe Arduma, propriété d'Arcade Latour et Jules Dupuis, lance, en 1973, un nouveau journal à Drummondville : *L'Express*. Les débuts sont modestes et le journal débute par une livraison mensuelle et gratuite. En peu de temps, la cadence de publication passe à deux fois par mois puis *L'Express* devient hebdomadaire.

Un groupe animé principalement par Roméo Clément et Mme Claude Nault achète le journal en 1977 et doit faire face à une double concurrence : *La Parole* et un nouveau journal, *Le Voltigeur*. Sous le leadership du tandem Clément-Nault, *L'Express* réussit à progresser malgré la compétition : trois journaux hebdomadaires étouffent le marché et chacun doit multiplier les initiatives et promotions commerciales pour survivre. En peu de temps, le groupe Unimédia achète *Le Voltigeur* en difficulté dans l'espoir de gruger plus de parts de marché à *La Parole* et à *L'Express*. Peine perdue, Jacques Francoeur (Unimédia) change de stratégie : il fait l'acquisition de *L'Express* au début des années 1980 et ferme *Le Voltigeur*, se rendant à l'évidence que Drummondville ne peut supporter trois hebdomadaires.

Puis, en février 2001, c'est le Groupe Transcontinental qui se porte acquéreur de *L'Express* et de *La Parole*, qui deviennent complémentaires plutôt que féroces compétiteurs : *La Parole* concentre sa livraison du mercredi à Drummondville et dans ses environs; le dimanche, *L'Express* couvre toute la MRC de Drummond et quelques municipalités avoisinantes, avec plus de 43 000 exemplaires. Peu après son acquisition, Transcontinental nomme Johanne Marceau au poste d'éditrice en remplacement de Réal Brodeur. *L'Express* domine aujourd'hui le ciel médiatique de Drummondville; cet hebdo publie un grand nombre de pages, avec un bon pourcentage de publicité; sa mise en page est soignée et met en valeur un intéressant volume de matière à lire. Tout comme *La Nouvelle / L'Union* à Victoriaville, la taille des villes, leur situation géographique juste assez éloignée des grands centres et la parution de leurs hebdos espacée d'une demie semaine confèrent à *L'Express / La Parole* un véritable rôle de quotidien local. Les deux journaux tabloïds logent à la même enseigne dans un nouvel édifice, moderne et bien situé. Chacun occupe bien son créneau et soutient de nombreuses initiatives drummondvilloises.

Le Défricheur de L'Avenir : la voix de J.-B.-E. Dorion

Ce journal constitue une tribune personnelle pour son fondateur, Jean-Baptiste-Eric Dorion, surnommé « l'enfant terrible ». Dorion est un personnage hors du commun, craint et respecté. Farouchement opposé au projet de la Confédération, il fonde en 1862 *Le Défricheur* à Saint-Pierre-de-Durham, village près de Drummondville, dont Dorion réussira à faire changer de nom pour celui de *L'Avenir*, titre du journal de combat qu'il avait lancé en 1847 pour le compte de l'Institut canadien, une organisation libérale radicale dont il était l'un des fondateurs.

Dorion se sert du *Défricheur* pour débattre longuement les désavantages de la future Confédération canadienne et promouvoir à outrance l'idéologie libérale et ses positions anticléricales. Jean-Paul Delagrave écrit que dans son édition du 27 avril 1866, *Le Défricheur* somme le clergé « de cesser de promouvoir la Con-

fédération, ce projet diabolique, et de laisser le peuple se prononcer lui-même ». À sa mort, à 40 ans, survenue le 1^{er} novembre 1866, et faisant les manchettes dans tout le Québec, son frère, Antoine-Aimé Dorion, demande à Wilfrid Laurier de prendre la relève du défunt. Laurier accepte et assume la direction du *Défricheur* à partir du 18 novembre. Il le déménage à Victoriaville, où il est plus facile pour lui de l'éditer. Publié à partir de Victoriaville, à compter du 1^{er} janvier 1867, *Le Défricheur* lui sert d'exutoire : ses réflexions cinglantes sur l'Union de 1841 et le projet confédératif lui attirent bien des ennuis, particulièrement de la part d'un clergé outré par l'audace des opinions que véhicule ce journal radical. La santé de Laurier se détériore et de gros problèmes financiers minent l'hebdomadaire rebelle. Le 21 mars 1867, *Le Défricheur* publie son dernier numéro; un peu plus de trois mois plus tard, le Canada adopte sa Confédération.

L'AXE DE LA RIVE-SUD : LES JOURNAUX DE NICOLET

Le Messager de Nicolet

Trente-sept ans après la disparition du journal *Le Moniteur* qui aurait été le tout premier journal à Nicolet, un certain Charles Germain lance, le 13 janvier 1881, *Le Messager de Nicolet*, un journal du jeudi desservant les comtés de Nicolet et de Yamaska. L'éditeur en confie la rédaction au docteur Henri Trudel, un dentiste habitant la rue des Quarante, à Nicolet. Cette publication loge au premier étage du vieux Séminaire de Nicolet, devenu plus tard l'École des Frères, rue Saint-Jean-Baptiste, face à la rivière Nicolet qui devait emporter une partie de cet édifice dans le triste éboulis de 1955.

Le Messager de Nicolet, à l'instar de la majorité des hebdomadaires de l'époque, se présente sous un format « moyen » de 50 cm sur 40 cm et publie quatre pages par édition. S'accordant aux moyens de son temps, le journal nous apparaît aujourd'hui terne, aucune

photo, de rares et sommaires illustrations. Chose étonnante, même pour l'époque, la première page est entièrement occupée par la publication d'un feuilleton, *Le Coureur des bois* ! Bien que daté de Nicolet, *Le Messenger* est édité à Trois-Rivières, « sur la Rue de l'Église, ancienne résidence du notaire David », peut-on lire dans une cartouche où il est également spécifié que l'abonnement est « payable strictement d'avance » au coût d'un dollar par année. Les deux premiers numéros sont envoyés par la poste à une liste d'abonnés potentiels.

Le journal publie quelques petites nouvelles locales, de nombreuses dépêches nationales et internationales, l'horaire des trains et de la poste, les prix du marché pour les denrées, un feuilleton et, étonnamment, la liste hebdomadaire des premiers de classe du Séminaire de Nicolet. Quelques articles provenant d'autres journaux, comme *L'Union des Cantons de l'Est* et *Le Journal des Trois-Rivières*, sont reproduits en extraits ou intégralement. Dans son deuxième numéro, Charles Germain spécifie que *Le Messenger de Nicolet* se définit comme « franchement conservateur et catholique au service de Dieu et de la Patrie ». Le cheval de bataille de nombreux éditoriaux témoigne de son opposition farouche à l'émigration américaine, « cette plaie de nos campagnes canadiennes » comme il l'écrit dans ce même numéro, le 20 janvier 1881.

Pour quelques mois, en 1882, la rédaction est confiée à Wilfrid Camirand, alors étudiant en droit, qui deviendra le premier avocat à s'installer à Nicolet et y cofondera La Société Saint-Jean-Baptiste. Au départ de Camirand en octobre 1882 et jusqu'à la fermeture du journal le 19 juin 1884, le notaire et futur député de Saint-Maurice, F.-C. Désaulniers, assumera la fonction de rédacteur du *Messenger de Nicolet*.

Le Nicolétain

Le 15 avril 1886, Eugène Noël, président de Noël et Cie, lance à son tour un journal, avec l'aide de Wilfrid Camirand, maintenant avocat, toujours passionné d'écriture et de journalisme. Bien qu'habituelle-

ment rédigé par une équipe de collaborateurs, Camirand en assumera seul la rédaction entre avril 1890 et mai 1891. L.-S.-L. Désilets et R. Roy, étudiants en médecine, succéderont à Wilfrid Camirand comme rédacteurs.

Le Nicolétain se distingue par deux caractéristiques particulières : d'une part, le journal rapporte des nouvelles locales, nationales et commente les actualités internationales et, d'autre part, sa rédaction est le fruit d'une collaboration entre un groupe d'étudiants du Séminaire de Nicolet (qui existe depuis 80 ans déjà) et de jeunes professionnels locaux. L'équipe du journal travaille dans des ateliers situés au deuxième étage d'une maison qui disparaîtra en 1955, la même année que l'éboulis, dans le grand incendie du centre-ville de Nicolet.

Le 9 mai 1890, *Le Nicolétain* est vendu à P.-V. Ayotte, un important commerçant de Trois-Rivières qui l'imprime alors aux ateliers du Trifluvien. Le journal est publié plus ou moins régulièrement pendant ses huit années d'existence, avant de disparaître le 26 avril 1894.

La Gazette de Nicolet et Le Courrier de Nicolet

L'avocat Wilfrid Camirand ne désespère pas et lance un autre journal hebdomadaire à Nicolet, le 15 février 1896. Camirand fait imprimer *La Gazette de Nicolet* à l'imprimerie de J.-A. Chênevert à Sorel. Il défend les idées conservatrices et ultramontaines dans tout le comté. Beaulieu et Hamelin rapportent sa déclaration de principes : « Sur les questions religieuses, il est à peine nécessaire de dire que nous serons toujours soumis à notre Ordinaire [...] En politique nous serons conservateurs [...] Nous tenons bien plus aux principes qu'aux hommes. » Quatre mois plus tard, le 20 juin 1896, au lendemain de la victoire libérale de Laurier sur Charles Tupper, *La Gazette de Nicolet* disparaît, un sort partagé, à l'époque, par plusieurs journaux lors d'un changement de parti au pouvoir. Dix ans plus tard, en 1906, Wilfrid Camirand récidivera en fondant cette fois *Le Courrier de Nicolet*, et ce, malgré que les libéraux de Laurier soient encore au pouvoir à Ottawa. Cette fois, le nouveau

journal conservateur connaît une existence encore plus brève puisqu'il cesse ses opérations après seulement quelques numéros.

Le Progrès

Ce journal est fondé par Arthur Smith en 1900. C'est un journal sans attache politique affichée, imprimé sur ses propres presses électriques, une première pour les journaux nicolétains, situées dans un édifice de la rue Beaubien, appartenant à la compagnie Louis Caron & fils. Napoléon Garceau, fondateur de l'hebdo *La Justice*, à Drummondville, collabore au *Progrès* et on lui doit notamment la publication de quelques brûlots sur le clergé. Le marché restreint de la petite ville semble avoir eu raison de l'entreprise de Smith, qui met la clef sous le paillason en 1903.

Le Nicolétain / La Boussole

Cofondateur de *La Parole* et toujours directeur de *La Voix des Bois-Francis* à Victoriaville, Camille Duguay poursuit sa carrière d'éditeur et lance *Le Nicolétain*, le 6 décembre 1933, un titre utilisé près d'un demi-siècle plus tôt. Son premier numéro de quatre pages se présente sous un format géant aujourd'hui disparu de 59 cm sur 45 cm. En sous-titre du *Nicolétain*, l'on peut lire : « Organe de la ville de Nicolet et des comtés de Nicolet et d'Yamaska », ce qui en fait un hebdo vraiment régional. Dans la cartouche du journal, l'éditeur précise qu'il est membre de l'Association des hebdos de langue française du Canada et de la Société des poètes. Comme toujours, Duguay penche fortement du côté du Parti libéral, mais s'efforce de ne pas trop le montrer, d'autant plus que le gouvernement Bennett est conservateur et qu'il ne fait pas bon, encore à cette époque, être du « mauvais bord » dans les hebdos locaux. Après une période de 27 ans sans média local, Nicolet se réjouit d'avoir à nouveau son propre journal.

Bien que publié seulement deux fois par mois durant ses 5 premières années, *Le Nicolétain* connaît du succès et devient hebdomadaire le 14 janvier 1938. À ce moment-là, ce journal peut

se qualifier de véritable hebdomadaire régional puisqu'il couvre tout le comté de Nicolet-Yamaska. À la fin des années 1950, *Le Nicolétain* publie de 16 à 20 pages chaque semaine. Les journaux de Camille Duguay survivront à leur fondateur qui, au moment de son décès le 10 avril 1936, dirigeait toujours *La Voix des Bois-Francs* et *Le Nicolétain*.

À la suite de la disparition de Duguay, c'est sa sœur, Mme J.-Antonio Brochu, qui acquiert les deux journaux et la rédaction du *Nicolétain* est confiée à la veuve de Camille Duguay, Marthe Lemaire-Duguay. Le 26 décembre 1958, *Le Nicolétain* paraît pour la dernière fois sous cette appellation et devient *La Boussole* le 9 janvier 1959. Marthe Lemaire-Duguay continue d'assumer le poste de rédactrice en chef, puis devient propriétaire-éditrice à partir de 1964. Avec cette renaissance, la publicité augmente à 50 % du contenu. À cette époque, *La Boussole* se présente comme un hebdo grand format de huit pages mesurant 57 cm sur 43 cm. Le journal est alors imprimé aux Ateliers de la vallée de La Chaudière, à Saint-Joseph-de-Beauce, puis l'année suivante aux Ateliers Le Peuple ltée, à Montmagny, lorsqu'il passe du grand format au tabloïd, le 21 octobre 1960. Durant ses premières années, *La Boussole* n'affiche pas de tendances politiques partisans et est vendue par abonnements, d'ailleurs peu nombreux (2900 en 1960 et 1400 en 1963). Le journal est dirigé depuis les bureaux de *La Voix des Bois-Francs*, rue Notre-Dame, à Victoriaville.

À la suite du rachat de *La Boussole* (et de *La Voix des Bois-Francs*) pour des raisons politiques par un industriel de Daveluyville, Hermann Fournier, en 1967, c'est à Guy Rouleau qu'est confiée la direction de *La Boussole*. Le journal s'installe dans l'édifice des Autobus de la Rive Sud, au 25, rue Notre-Dame, à Nicolet. *La Boussole* est désormais imprimée à Victoriaville. Guy Rouleau s'entoure d'une équipe de rédaction composée de gens connus tels que Normand Ferrier Leclerc, André Provencher, Rita Dolan-Caron (qui fera une longue carrière comme journaliste), l'étudiant René Duval (qui deviendra un avocat connu) et Clément Vincent, député de l'Union nationale et ministre. Les affaires sont difficiles

pour le marché restreint de Nicolet et des environs, et la concurrence du *Courrier Sud*, l'autre hebdomadaire de Nicolet depuis 1964, n'arrange pas les choses.

Le 4 novembre 1969, *La Boussole* fusionne avec son concurrent et prépare une disparition planifiée en ne publiant qu'un seul journal sous la dénomination temporaire, précisément jusqu'au 17 août 1971, de *Courrier Sud-Boussole*. Le titre *Courrier Sud* s'impose malgré l'emprise de l'actionnariat et de la direction de *La Boussole* sur son concurrent plus jeune. La nouvelle entreprise Les Éditions de Nicolet vient de naître et, sous l'impulsion de Guy Rouleau, fera sa marque non seulement à Nicolet, mais aussi dans les comtés de Portneuf (*Le Courrier de Portneuf*) et de Lotbinière (*Le Courrier de Lotbinière*).

Le Progrès de la Rive-Sud

Le 12 octobre 1950, un nouvel hebdomadaire tabloïd fait son apparition à Nicolet, *Le Progrès de la Rive-Sud*. Son fondateur, Lorenzo Hébert, est originaire de Saint-Wenceslas. Après des études en droit à l'Université de Montréal, il entre au service de la Banque Royale. Durant la guerre, il occupe un poste administratif à la Défense nationale. De 1963 à 1972, il devient le premier Canadien français à être nommé sous-gouverneur de la Banque du Canada. Il meurt dans un accident de la route le 22 décembre 1978.

À son lancement, *Le Progrès de la Rive-Sud* consacre presque exclusivement ses 16 pages de format tabloïd au sacre de Mgr Albertus Martin, nouvel évêque du diocèse de Nicolet. Dans le cartouche du journal, l'on peut lire: « Au service des intérêts supérieurs de la région ». Hébert installe *Le Progrès de la Rive-Sud* au 36, rue Brassard, à Nicolet. Cet hebdo du jeudi se vend par abonnement au coût de cinq cents le numéro ou de deux dollars pour un abonnement annuel.

Dans son premier numéro, Hébert fait part de sa compréhension du rôle de l'hebdo: « Le rôle de l'hebdomadaire régional est

[...] de faire mieux connaître l'histoire et la vérité de la religion, d'encourager les œuvres qui travaillent au développement et à l'avancement de la région [...]. [Il est] aussi essentiel au progrès d'une région que le téléphone, l'électricité, les bonnes routes, les associations professionnelles, etc. » Il termine en énumérant le nombre de journaux et la population des comtés voisins, tous desservis par deux hebdomadaires ou plus, certains en ayant quatre, alors que les 60 000 habitants des comtés de Nicolet et Yamaska en ont maintenant un. Les déclarations d'Hébert provoquent une guerre ouverte et musclée avec Marthe Lemaire-Duguay, éditrice du *Nicolétain de Victoriaville*, distribué à Nicolet depuis 17 ans, qui a été volontairement oublié dans la nomenclature de Lorenzo Hébert.

Hébert n'a pas la langue dans sa poche et certains articles sont remplis d'ironie, de sous-entendus ou de propos controversés. Son empoignade spectaculaire avec le respecté *Nicolétain* n'a pas semblé plaire aux lecteurs offusqués. Les ventes ne décollent pas suffisamment pour assurer la survie du nouveau journal. Au dix-huitième numéro, le 7 juin 1951, Hébert fait ses adieux : « Ce numéro du journal est le dernier qui paraîtra. [...] nous avons donc réduit celui-ci à quatre pages très inoffensives... » Il invoque des raisons de santé et des difficultés économiques grandissantes. Enfin, beau joueur, il suggère à ses lecteurs et annonceurs d'adopter désormais *Le Nicolétain*. Une paix unilatérale. Dans ce dernier numéro du *Progrès de la Rive-Sud*, un encadré de quelques centimètres carrés : Partir, c'est mourir un peu. Lorenzo Hébert déménage à Montréal, où il retourne au service d'une grande banque.

Le Boulevard Marie-Victorin

Le premier numéro du *Boulevard Marie-Victorin* est tiré à 7000 exemplaires le 10 août 1955. Ce nouvel hebdomadaire du jeudi de format tabloïd de l'époque (43 cm sur 29 cm) est édité par Les Éditions Le Boulevard inc, imprimé aux ateliers de La Chronique de la vallée du Saint-Maurice à Trois-Rivières jusqu'au 22 septembre et à l'Imprimerie de la Rive Sud à Nicolet par la suite, et est dirigé par Henri-Paul Lassonde. Chose curieuse, le dernier numéro à être

imprimé à Trois-Rivières est livré sous un format réduit à 36 cm sur 29 cm. Non seulement le journal change-t-il d'imprimeur après quatre numéros, mais son directeur change également au quatrième numéro (Germain Prince) et une autre fois au sixième numéro (Denis Roy), qui le dirige jusqu'à sa fermeture le 29 septembre suivant.

Le Boulevard Marie-Victorin offre à ses lecteurs des articles anonymes pas très bien écrits et sans grande importance, des potins mondains, une variante de courrier du cœur appelé *Le Courrier de Liette* et, bien sûr, des annonces publicitaires de commerces nicolétains. En une, le 14 septembre 1955, nous avons relevé, parmi d'autres, un écrit cocasse, en encadré : « Veuillez nous excuser si notre journal est un peu en retard Raison Force mageure (sic), lundi fête du Travail. L'imprimerie n'a pas travaillé. » *Le Boulevard Marie-Victorin* ferme deux semaines plus tard.

Courrier Sud

L'histoire du *Courrier Sud* débute par une balade en voiture où prennent place Roger Lussier et Michel Gagné, propriétaires de l'Imprimerie d'Arthabaska et de *L'Union des Cantons de l'Est*. Les deux hommes d'affaires de Victoriaville cherchent de nouveaux clients pour leur imprimerie à journaux et se rendent à Nicolet pour évaluer le projet d'un hebdomadaire proposé par Armand Bouchard. La naissance de la nouvelle ville de Bécancour, créée pour la venue d'un immense parc industriel encore à naître, suscite suffisamment d'intérêt pour lancer un nouveau journal. Durant ce voyage, ils trouveront un nom pour le journal en remarquant le titre d'une rubrique *Courrier Sud* dans *Le Nouvelliste* sur les faits divers de la rive sud de Trois-Rivières. De tout temps, à cause de l'avion dans le graphisme, les Nicolétains ont cru que *Courrier Sud* tirait son nom d'un roman d'Antoine de Saint-Exupéry sur les débuts de la poste aérienne.

L'instigateur du projet, Armand Bouchard, s'installe au deuxième étage de l'édifice Courchesne à Nicolet, logis qui fait office de

bureau au nouveau journal et d'habitation à son directeur. Après quelques numéros, il devient évident que la partie ne sera pas facile : un concurrent (*La Boussole*) et l'étroitesse du marché local promettent bien des maux de tête. On ressort un vieux truc : ne publier que lorsque le volume publicitaire en justifie les coûts, si bien qu'à certaines périodes de l'année, l'on ne peut qualifier le *Courrier Sud* de véritable hebdomadaire. Mais supporté par l'Imprimerie d'Arthabaska, le journal tient bon et montre des signes encourageants lorsque les associés Lussier et Gagné en confient la direction à Alain Cormier, un jeune homme dynamique.

Malgré les efforts et la bonne volonté des deux équipes adverses, les pertes financières des deux journaux commencent à inquiéter leurs propriétaires. À la fin de l'été 1969, les actionnaires de *La Boussole*, Hermann Fournier, Jean-Paul Savoie et Guy Rouleau, rencontrent ceux du *Courrier Sud*, soit Roger Lussier, Michel Gagné et Alain Cormier. Les hommes d'affaires ne tardent pas à conclure qu'il faut mettre fin à une lutte coûteuse et sans issue. En novembre 1969, les actionnaires de *La Boussole* acquièrent le *Courrier Sud* et créent une nouvelle compagnie, Les Éditions de Nicolet inc. La nouvelle direction est confiée à Guy Rouleau et Alain Cormier. Le premier geste des deux dirigeants consiste à ne publier qu'un seul journal qu'ils nomment *Courrier Sud-Boussole*. Ce titre prévaudra jusqu'au 17 août 1971, après quoi le nom *Boussole* disparaît au profit de celui de *Courrier Sud*.

L'initiative des anciens concurrents porte fruit immédiatement; l'unique hebdomadaire régional de Nicolet-Yamaska progresse rapidement et sa situation financière s'améliore considérablement. Guy Rouleau en devient propriétaire unique en 1972. En 1974, le *Courrier Sud* fête son dixième anniversaire et son tirage atteint 15 000 exemplaires, distribués gratuitement par la poste chaque mardi. Le journal partage alors l'espace occupé par l'ancien bureau de poste (rue Brassard) avec le photographe Pierre Wibaut, qui habite au deuxième étage et collabore étroitement à l'hebdo. Une période d'expansion et de prospérité débute et Guy Rouleau se porte acquéreur d'un immeuble, où il est toujours, à

la sortie est de Nicolet, et le journal y emménage à l'automne 1975. Le propriétaire renouvelle du même coup les équipements de typographie et de montage devenus désuets. C'est ainsi que sont remplacées les lentes et bruyantes Friden à ruban perforé par des Compugraphic, l'équipement le plus moderne de l'époque. Parallèlement au déménagement du journal, le personnel passe de six personnes à une dizaine, dont un chroniqueur qui deviendra un écrivain estimé et connu, Louis Caron.

À l'été 1979, un groupe d'employés insatisfaits du *Courrier Sud* donnent leur démission et s'associent avec un homme d'affaires de Bécancour, Léo Tourigny, dans une nouvelle entreprise de publication, Les Éditions du Lac Saint-Pierre inc. Le groupe se prépare à lancer un nouvel hebdomadaire sur le même territoire que celui du *Courrier Sud*. La nouvelle équipe s'installe au centre-ville de Nicolet, au sous-sol d'une brasserie, et prépare fébrilement la sortie du premier numéro du *Régional*, prévue pour le 4 septembre 1979, soit environ six semaines après le départ des ex-employés. Durant cette période, parallèlement au « maraudage » chez les clients du *Courrier Sud* et à l'aménagement des nouveaux locaux, des négociations d'achat se poursuivent secrètement entre Robert Cadrin, le comptable de Guy Rouleau, et René Bergeron, celui de Léo Tourigny. Plusieurs rencontres difficiles se terminent par la vente du *Courrier Sud* aux Éditions du Lac Saint-Pierre inc, dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre.

La sortie du *Régional* est prête, celle du *Courrier Sud* également, il est trop tard pour annuler la seule parution du *Régional* sur le point d'être envoyée pour impression au *Journal de Québec*, sans compter le volume de publicité sympathique qu'on ne veut pas perdre. Après une nuit blanche, l'ex-propriétaire du *Courrier Sud* et les nouveaux se rendent aux bureaux du journal (*Courrier Sud*) et conviennent de publier les deux journaux avec une première page identique, essentiellement une photo de Guy Rouleau assis derrière un bureau avec Léo Tourigny, un gros titre et le renvoi à un article explicatif laborieusement concocté.

Immédiatement après cette transaction, Guy Rouleau vend *Le Courrier de Portneuf* et *Le Courrier de Lotbinière*, qu'il avait lancés en 1978, le premier à son plus proche collaborateur, Jean Provencher, et le deuxième à Jean-Paul Cloutier, déjà propriétaire d'hebdomadaires dans cette région. Guy Rouleau demeure quelques mois au *Courrier Sud* et entreprend une nouvelle carrière au *Nouvelliste*. Gilles Brault, jusque-là directeur de production au *Courrier Sud* et employé actionnaire (avec Jean Blanchette, Daniel Dubuc et Paul Blanchette), devient directeur général. En 1981, Gilles Brault quitte le journal et est remplacé par le directeur aux ventes, Jean Blanchette, que le désormais unique propriétaire, Léo Tourigny, nomme éditeur et directeur général. L'Imprimerie d'Arthabaska ne pouvant imprimer un grand nombre de pages qu'en multiples cahiers, Blanchette se tourne vers Les Presses Lithographiques, de Lac Etchemin, pour l'impression du *Courrier Sud*. Après quelques années, son imprimeur ferme ses portes après un grave conflit de travail et le journal confie son impression à l'imprimerie du *Journal de Québec*. *Le Courrier Sud* est encore distribué par la poste.

En avril 1984, Léo Tourigny vend le *Courrier Sud* au groupe des Journaux Trans-Canada, propriété de Gesca, une filiale de Power Corporation. Le journal tire alors à plus de 23 000 exemplaires et est toujours distribué par la poste. Mais comme dans de nombreux autres journaux, les tarifs et les frais augmentent plus vite que le coût de la vie et les annonceurs réduisent le lignage de leur publicité. La moyenne du nombre de pages publiées chaque semaine passe de 80 en 1979 à 40 dans les années 1990, en conservant toutefois une assez bonne rentabilité. Peu après son acquisition par Gesca, le journal décide de s'affranchir du service postal et monte son propre système de distribution par camelots.

Quelques années plus tard, le géant Publi-Sac s'installe dans la région et entreprend une compétition dans la livraison de circulaires contre le *Courrier Sud*. Publi-Sac en arrache et ne parvient pas à faire des gains importants dans le territoire du journal. Cependant, la structure tarifaire de la filiale de Transcontinental oblige l'hebdomadaire à abaisser ses tarifs et la rentabilité en souffre. En

janvier 2001, Gesca vend en bloc ses hebdos à Transcontinental. D'importants changements résultent de cette transaction : Publi-Sac assure dorénavant la distribution du journal, l'équipement de production se modernise, une rationalisation du tirage s'effectue entre les hebdos Transcontinental de la région, une plus grande collaboration entre hebdos voisins s'instaure et le *Courrier Sud* standardise sa facture à la façon des autres journaux du groupe. À la retraite de Jean Blanchette, en 2003, le poste d'éditrice est confié à Nancy Allaire, proche collaboratrice de Michel Matteau, directeur régional chez Transcontinental.



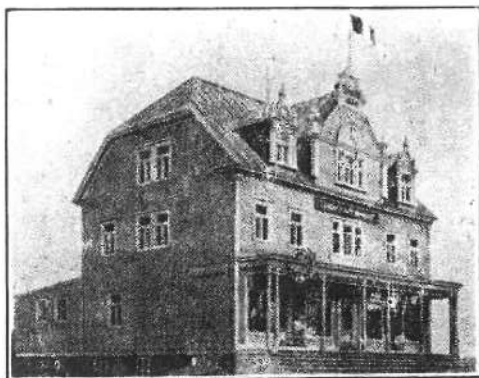


Jean Blanchette, un enseignant de formation, a fait carrière à l'hebdomadaire *Le Courrier Sud de Nicolet*. De 1974 à 1979, il y occupa le poste de représentant commercial. En 1979, il est nommé directeur du département des ventes, poste qu'il occupa jusqu'en 1981, d'où il deviendra éditeur jusqu'au moment de sa retraite, en 2003.

Au milieu des années 1980, il s'est impliqué activement dans les principales organisations professionnelles du milieu de la presse hebdomadaire. Il a siégé aux conseils d'administration des Journaux Sélect du Québec pendant six ans, aux Hebdomadaires Régionaux pendant quatre ans et a été président de l'Office de la Distribution certifiée (ODC) en 1983-1984, année où l'ODC est devenu un organisme de contrôle indépendant des Journaux Sélect.

Depuis sa retraite, il collabore régulièrement au journal mensuel de Sainte-Marie-de-Blandford.





L'imprimerie d'Arthabaska Inc.
Editeur-propriétaire de "L'Union des Cantons de l'Est"
depuis 1866.

L'Imprimerie d'Arthabaska, propriétaire de *L'Union des Cantons-de-l'Est*.



Jean-Baptiste-Éric Dorion, fondateur du *Défricheur*, à *L'Avenir*.



LA BOUSSOLE

Journal hebdomadaire
des comtés de Nicolet et
Yamaska

Rédaction: MARTHE LEMAIRE-DUGUAY,

Adm. H. de l'Association des journaux hebdomadaires C.F.,
Membre de la Société des Poètes.

Gérant: J.-A. BROCHU

PRIX DE L'ABONNEMENT un an \$2.00
AUX ETATS-UNIS un an \$2.50

BUREAU-CHEF et ADMINISTRATION à VICTORIAVILLE:
369 est Notre-Dame — C.P. 206 — Tél.: PL 2-2515

Imprimé aux Ateliers Le Peuple Limitée
Montmagny, P.Q.

Autorisé comme matière de seconde classe
par le Ministère des Postes, Ottawa.

Cartouche de *La Boussole*, journal publié entre 1959 et 1969.

L. D. GILLETTE
Auteur et éditeur
Imprimeur et directeur
de la Gazette d'Arthabaska
Nicolet, Québec

LA GAZETTE D'ARTHABASKA

REVUE
HEBDOMADAIRE
DE LA
COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE
D'ARTHABASKA
Nicolet, Québec

JOURNAL POPULAIRE INDÉPENDANT.

50 Année - No 9 -

Victoriaville, Vendredi 2 Février 1912

Le G. J. P. TARDIF, Ed. Propriétaire-Editeur

En-tête de *La Gazette d'Arthabaska* du 2 février 1912.

SPÉCIALITÉ DE NICOLET

BUVEZ SEC



PÉTILLANT

LE BOULEVARD

MARIE VICTORIN

BUVEZ SEC



PÉTILLANT

Vol. 1 - No. 6 Jeudi le 29 septembre PRIX 10 CENTS

VOYEZ NOS POTINS SUR LE COMTE DE NICOLET:

Octroi de \$100.000.00 à la Ville de Nicolet

L'opinion réclame un pont

Le River Community, qui a été formé par la fusion de la paroisse de Saint-Jacques et de la paroisse de Saint-Thomas, a tenu une assemblée générale le 22 septembre dernier. On a discuté de la construction d'un pont sur le fleuve Nicolet, qui est devenu de plus en plus impraticable à cause de la déforestation et de l'augmentation de la circulation automobile. On a décidé de faire un appel à la générosité de la population pour financer ce projet.

Importants travaux de voirie d'ici la fin de l'automne

Le Service des Travaux Publics de la Ville de Nicolet a annoncé qu'il entreprendra de grands travaux de voirie avant la fin de l'automne. Ces travaux comprennent la réparation des routes endommagées par les pluies et la pose de nouvelles bornes kilométriques.

BIDOGRAFIE



Mgr Elphège Gravel, premier évêque de Nicolet, est né le 12 octobre 1838 à St. Antoine sur Richelieu. Il a été ordonné prêtre le 2 août 1865 et a été nommé évêque de Nicolet le 29 septembre 1904.

Repos des exercices de chœur

En raison de la défection de plusieurs membres du chœur, les exercices de chœur seront suspendus pendant quelques semaines.

Recrutement au lycée d'été

Le lycée de Nicolet recrute des élèves pour son cours d'été. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 octobre.

LA VELLE VÊTEME EN NETTOYAGE
DU COMTE DE
NICOLET - YAMASKA



NETTOYER
Leblanc
TOUTES LES VÊTEMENTS QUI VOUS NOUS
COMME SONT ASSURÉS CONTRE
LE FEU ET LA VIE.

1^{re} Chambre
de NICOLET

CHEZ PHILIPPE
Rogée complète — Service de Teint
Pique à l'ancienne — Services spéciaux

TÉL. 698 65, rue Philois Nicolet, Qué.

Journal éphémère,
Le Boulevard Marie-Victorin
n'aura été publié qu'en 1955.
Voici sa dernière édition,
le 29 septembre.

Mgr Elphège Gravel, premier évêque
de Nicolet entre 1885 et 1904.



Mgr. ELPHÈGE GRAVEL
né le 12 octobre 1838 à St. Antoine sur Richelieu, sacré évêque de
Nicolet le 29 août 1885, mort le 28 janv. 1904.

BIBLIOGRAPHIE DE LA RÉGION CENTRE-DU-QUÉBEC :

BEAULIEU André et Jean HAMELIN. *Les Journaux du Québec de 1764 à 1964*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1965, 329 p.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN et al. *La Presse québécoise des origines à nos jours*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1973-1990, 10 volumes (voir T.1 : 1764-1859, 1973; T. 4 : 1896-1910, 1979 ; T.6 : 1920-1934, 1984; T. 7 : 1935-1944, 1985)

DELAGRAVE, Jean-Paul. *Histoire de l'information au Québec*, Éditions La Presse, Montréal, 1980.

La Feuille d'érable, vol.1, no.1, 29 mars 1945.


LACOURSIÈRE, Jacques et Marie-Hélène BIZIER. *Nos Racines*, Éditions T.L.M. inc, Saint-Laurent, 1981, fascicule 95.

La Nouvelle : supplément 50 ans – *La Nouvelle*, Victoriaville, 12 juin 2005

L'Union : supplément *L'Union*, 125 ans, Victoriaville, 11 décembre 1991.



Remerciements : Michel Gagné



L'Histoire de la presse hebdomadaire au Québec se veut une initiative d'Hebdos Québec, l'association de 150 journaux hebdomadaires francophones créée en 1932. Cette histoire rend hommage à tous nos pionniers et lègue un héritage à leurs successeurs. Nous remercions sincèrement les collaborateurs qui ont participé à la réalisation de cet ouvrage.